la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

La grève de la Régie Renault
J. ARNAUD

20 jours de grève à Rive-de-Gier
A. LAVAL

La médecine en U.R.S.S.
J.-D. MARTINET

D'Elisabeth à Elisabeth
F.-A. RIDLEY

L'assassinat d'Andrès Nin
J. ANDRADE

A propos de « Moscou sous Lénine »
M. CHAMBELLAND

23e année — Numéro 374. — Nouvelle série numéro 32 JUIN 1953. — Prix : 75 francs

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois	400 fr.
Un an	700 fr.

EXTERIEUR

Six mois	480 fr.
Un an	850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)

Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 16 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-89 Paris

Sommaire du N° 73 - Juin 1953

La grève de la Régie Renault ... J. ARNAUD
A propos de la lettre de Bourguiba ... J.-D. MARTINET
La médecine en U.R.S.S. ... J.-D. M.
Où va la Russie ? ... R. L.
Le mensonge de la récente amnistie.
D'Elisabeth à Elisabeth ... F. A. RIDLEY
Lettre d'un socialiste argentin.
Pour l'anniversaire de l'assassinat d'Andrès Nin ... J. ANDRADE
A propos du livre de Roemer : « Moscou nous Lénine » ... M. CHAMBELLAND
Villages et municipalités ... A.-V. JACQUET

Notes d'économie et de politique

Le test de la sincérité russe. — L'Amérique cafouille. — Défaite en Indochine. — Défaite en Tunisie ... R. LOUZON

La renaissance du syndicalisme

26 jours de grève à Rive de Gier ... A. LAVAL
Sous le signe du Front unique élargi.
F.O. et les Soviets ... G. W.

Petites Notes

Livres et revues

Pierre Rigo : Marxisme et humanisme ... R. GUILLORE

La vie des cercles

Bulletin de Zimmerwald : Nationalisme et internationalisme en Moyen-Orient (Arabes et Juifs) par R. Ryba.

Entre nous

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;*

2) *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;*

3) *De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se refera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4) *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Pelloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;*

5) *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau International du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;*

6) *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;*

7) *Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bagne policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale :* **l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.**

La grève de la Régie Renault

La situation des ouvriers avant la grève

De nouveau la Régie Renault vient d'être le théâtre d'une grève dont l'importance réelle fut encore grossie par la publicité que lui fit la presse.

Pourquoi cette grève ? Il est bien évident qu'à la base de ce mouvement il y avait le profond mécontentement des ouvriers qui voyaient leur pouvoir d'achat diminuer chaque jour.

Au début de l'hiver, l'automobile, après bien d'autres secteurs de l'industrie, subit une crise. Les horaires de travail baissèrent dans les plus grosses entreprises et des licenciements furent opérés. Chez Renault les licenciements furent peu nombreux par rapport à l'importance de l'entreprise. Des ouvriers de certains services d'entretien furent touchés ainsi que des femmes ayant appartenu à un atelier dissous.

Par contre, les horaires de travail furent diminués, passant de 48 heures à 45, puis à 40. Ainsi le retour aux 40 heures devenait une réalité mais la paie de l'ouvrier s'en ressentait sérieusement. Car non seulement c'était 8 heures de paie en moins, mais 8 heures supplémentaires majorées de 30 pour cent qui étaient déduites du salaire. Un ouvrier spécialisé, qui gagnait jusque-là 23.000 francs par mois environ, voyait son salaire tomber à 24.000. Beaucoup gagnaient moins que ce chiffre, que la moindre fête légale diminuait encore.

La situation n'était guère favorable à une riposte ouvrière, d'autant plus que les travailleurs avaient encore présent à l'esprit le souvenir des grèves aventureuses des stalliniens du 12 février et du 4 juin 1952. Mais depuis six mois, la maigre paie des travailleurs passait tout entière à l'alimentation. Nombre d'entre eux s'imposaient de ne déjeuner que d'un casse-croûte ; la viande avait disparu de leur table. La misère n'était pas la même pour tout le monde. Il est bien évident que l'ouvrier qui gagne 25.000 francs par mois, qui n'a pas d'enfants et qui vit avec une femme qui travaille, ne meurt pas de faim et peut attendre des jours meilleurs ; au père de famille de 3 ou 4 enfants, 10.000 francs de moins sur la paie font un trou très sérieux dans le budget, mais qui sera peut-être moins sensible que chez un ouvrier seul vivant dans une chambre d'hôtel à 8.000 et 10.000 francs par mois, ou chez une travailleuse seule avec un ou plusieurs enfants à charge.

De toute façon, la situation des travailleurs de chez Renault devenait de plus en plus critique. A cette gêne extrêmement douloureuse s'ajoutait le sentiment chez les ouvriers qu'on se payait carrément leur tête. Car dans de nombreux secteurs on faisait 8 heures de moins, mais on sortait la même production.

Nous avons là un exemple frappant de ce que vaut la productivité en régime capitaliste. Grâce à l'autofinancement, c'est-à-dire à la plus-value réalisée sur le travail des ouvriers, la direction de la Régie a pu pratiquer des investissements énormes qui ont augmenté sa productivité dans des proportions considérables. Mais quand la production n'est plus absorbée par « le marché », on se garde bien de baisser les cadences et d'en profiter pour accorder un peu plus de loisirs aux travailleurs.

En régime capitaliste, le bénéfice de la production résultant d'une augmentation de la productivité n'est pas destiné à soulager la peine des travailleurs et à augmenter leur niveau de vie, mais à servir de moyens de lutte contre la concurrence. C'est d'ailleurs le leitmotiv que reprend le président-directeur de la Régie dans tous les bulletins qu'il adresse au personnel : « Il faut produire plus pour être mieux armé contre nos concurrents français et surtout étrangers », répète-t-il sans cesse. Autrement dit la productivité est une arme au service des capitalistes dans la guerre économique qu'ils se livrent entre eux et non un moyen d'accroître le standard de vie des producteurs. En régime capitaliste, productivité égale surexploitation éhontée avec cadences infernales et longues journées de travail pour tous quand les « affaires » marchent ; chômage, misère, pour les uns et surexploitation encore renforcée pour les autres quand les « affaires baissent ».

C'est ainsi que dans certaines entreprises on a tout simplement mis une partie du personnel ouvrier au chômage. Mais les autres ont continué à travailler à la même cadence. C'est notamment le cas de S.I.M.C.A. qui, après avoir licencié une partie du personnel, a appliqué un horaire de 54 heures par semaine aux autres ouvriers.

Chez Renault, les licenciements ont été relativement peu importants. Par contre, on a imposé aux ouvriers 40 heures de travail par semaine, soit environ 16,6 % de présence en moins. Mais on leur a en même temps imposé une baisse de salaire de près de 30 %, tout en s'efforçant d'augmenter les cadences individuelles.

Pour réduire les horaires et surtout la paie la direction prétexta, à la fin de 1952, que le marché de l'automobile étant redevenu normal il était nécessaire de réorganiser la production. Pour cette « réorganisation », elle demandait au personnel de faire un effort et des sacrifices. Mais parallèlement elle maintenait intégralement le salaire des ingénieurs et des cadres. Ainsi donc ceux qui auraient dû montrer l'exemple de l'effort et des sacrifices continuaient à toucher intégralement leur traitement tandis qu'on n'hésitait pas à rogner de près de 30 % les salaires les plus bas.

On comprend aisément que, dans ces conditions, le mécontentement des ouvriers fut grand et qu'il ne tarda pas à se manifester.

La grève des fonderies, prélude à la grève

La première manifestation importante de ce mécontentement fut la grève des fonderies de cylindres au début d'avril. Cette grève fut déclenchée spontanément et si ensuite les syndicats l'appuyèrent (sic) de quelques paroles, elle fut avant tout le fait des ouvriers eux-mêmes. Le tract du comité de grève des ateliers de fonderie des cylindres (ateliers 61, 40, 41 et 44) posait des revendications précises :

« 1) *Nous opposer à la volonté manifeste d'agents de maîtrise tels que Laurent et Barbier qui*

veulent nous faire exécuter le travail de 42 heures et demie en 40 heures ;

2) Nous voulons obtenir le même horaire pour tous, sans augmentation de cadence ;

3) Nous demandons, à l'unanimité, le déplacement des chefs d'atelier MM. Laurent et Barbier ;

4) Nous demandons que le coefficient de paie pour les ouvriers des cabillots soit aligné sur celui des chaînes ;

5) Le rajustement des nouveaux embauchés au même niveau que les anciens (en effet il est anormal de payer des ouvriers qui font le même travail à un salaire inférieur) ;

6) Le retour aux anciens temps. »

Si l'on considère que cette grève éclata au moment où la C.G.T. menait sa campagne contre les poursuites des dirigeants syndicaux, où elle réussissait partiellement à entraîner pour ces objectifs divers secteurs de la Régie Renault dans des arrêts de travail limités, on comprendra qu'il a fallu une forte pression de la base pour que les mots d'ordre du moment ne transpirent pas dans le tract du comité de grève. On le comprendra encore mieux quand on aura constaté que, contrairement à l'habitude, aucun tract des syndicats et particulièrement de la C.G.T. ne fut publié pendant le déroulement de la grève.

La C.G.T. prétendit après la grève que l'unité des ouvriers des fonderies avait fait capituler la direction en l'obligeant à céder sur les revendications et en lui imposant notamment une augmentation horaire de 15 francs. La direction publia un démenti par affiche.

En fait, les ouvriers des fonderies obtinrent partiellement satisfaction. Les deux chefs d'atelier furent consignés, des « temps » furent « revus », ce qui se traduisit pour quelques-uns par une augmentation d'environ 15 francs de l'heure par rapport à ce qu'ils auraient dû toucher en étant « coulés ». Ainsi donc cette première grève se termina par un premier succès, mais pas aussi éclatant que le prétendirent démagogiquement les syndicats.

Le déclenchement de la grève

C'est dans cette atmosphère qu'éclata la grève du 15 avril. L'arrêt du travail fut brutal et débuta par la sellerie alimentant la chaîne des 4 CV dans l'île Seguin. L'atelier où éclata ce mouvement est celui de l'usine qui comprend la plus forte proportion des syndiqués S.I.R. (Syndicat Indépendant Renault, affilié à la C.T.I., organisation syndicale partiellement noyautée par les gaullistes et affirmant une position d'association capital-travail). On a dit que c'était le syndicat indépendant Renault (S.I.R.) qui avait déclenché la grève de la sellerie.

On a vu plus haut que le mécontentement des ouvriers était grand et que ce mécontentement était le fruit d'une situation devenue intolérable pour l'ensemble des travailleurs. Le terrain était donc favorable pour un mouvement dans lequel les ouvriers n'avaient plus grand-chose à perdre. Un ouvrier travaillant à la « Frégate » s'exprimait ainsi : « Bien sûr, si on fait grève et si l'on est battu, la direction en profitera pour virer une partie des grévistes. Moi j'ai quatre gosses, si je suis viré je toucherai presque autant au chômage qu'à venir faire le guignol toute la journée. Je n'ai pas grand-chose à perdre, ça ne peut plus durer. »

Dans quelques départements, notamment au 18 (boîtes de vitesses), la C.G.T. avait réussi à entraîner les ouvriers dans des débrayages partiels pour protester contre l'arrestation des militants syndicaux. En fait, les ouvriers profitèrent de l'occasion qui leur était offerte de « faire quelque chose » non pas pour défendre des bureaucrates syndicaux en lesquels ils n'ont absolument plus confiance, mais pour défendre leur bifteck.

C'est au cours d'une réunion organisée par le S.I.R. au département 74 que les ouvriers, encouragés par le succès relatif obtenu par les ouvriers des fonderies, décidèrent de se mettre en grève.

Le mouvement était parti. Un ouvrier nous raconte : « Je causais la crosse tranquillement : lorsque je me suis retourné, tout le monde était arrêté. »

Le déroulement de la grève

Dès le lendemain, 16 avril, le S.I.R. publia un tract disant notamment : « Le S.I.R. appelle les travailleurs à être solidaires de ceux qui sont en lutte. Il rappelle que notre chance de succès est de rester sur le terrain strictement professionnel... Les travailleurs de la Régie ne permettront pas la politisation de leurs revendications. »

Le lendemain, malgré une certaine confusion, le mouvement gagnait spontanément d'autres ateliers de l'île.

La direction « lock-outa » une partie des ouvriers qui n'avaient plus de travail du fait de l'arrêt de la sellerie. Elle précisait que les ouvriers seraient rappelés par lettre individuelle et que ceux qui préféraient prendre leur compte pouvaient passer au bureau.

Les ouvriers mis en grève malgré eux nourrissaient de nombreuses illusions : l'un d'eux déclarait : « Ça ne peut plus durer, crever de faim pour crever de faim, il vaut mieux aller huit jours à la pêche et avoir quelque chose. »

La direction, croyant probablement pouvoir noyer rapidement le poisson, avait annoncé que la journée du 16 avril serait payée aux ouvriers non grévistes qui avaient été mis à pied. Mais les syndicats, mis au pied du mur par la spontanéité du mouvement, furent obligés de prendre position.

Dans l'après-midi du 16 avril, Liset, député communiste, parlant aux ouvriers du département 12, voulut essayer de lier la lutte pour la libération de Le Léap et des autres emprisonnés aux revendications ouvrières. Plusieurs ouvriers n'appartenant à aucun syndicat le rappelèrent à l'ordre et il dut faire machine arrière, déclarant que « c'était aux ouvriers de décider eux-mêmes des formes de lutte et que l'on ne pouvait empêcher ceux qui le voulaient de continuer à travailler ».

Le 17 avril, un tract du S.I.R. annonçait un référendum pour l'ensemble de l'usine et insistait : « Mais surtout pas de politique ! » Les quatre syndicats s'étaient réunis le matin *sur l'initiative de la C.G.T.* Le S.I.R. était pour la grève générale de l'usine. Les autres syndicats étaient partisans d'attendre et de prendre contact avec les autres entreprises. Néanmoins ils ne pouvaient se dérober à une consultation du personnel. Le lundi 29 avril, les quatre syndicats (C.G.T., C.F.T.C., F.O., S.I.R.) lançaient aux ouvriers un appel à l'unité d'action et leur proposaient de se prononcer dans un référendum :

1) Pour une grève totale par département ;

2) Pour une grève de harcèlement par chaîne, atelier ou département.

Une place était également réservée aux « observations ».

En même temps que cet appel était diffusé, une édition spéciale de l'*Humanité* proposait l'unité d'action au groupe socialiste pour soutenir la lutte organisée par les syndicats. Cette proposition fut rencontrée le 21 avril par une lettre ouverte de la section du P.C.F. au groupe socialiste.

Pendant ce temps les travailleurs votaient. Le vote, commencé le lundi, n'était pas terminé le

vendredi. On ne connaît pas le résultat général. Seuls, les résultats partiels furent publiés dans les départements où ils eurent lieu.

La tendance était à la grève générale. Beaucoup d'ouvriers furent trompés, croyant avoir voté pour la grève générale à l'échelle nationale alors qu'en fait, abusés par le libellé du bulletin, ils avaient voté pour la grève générale... par département. Au département 18 (boîtes de vitesses), particulièrement, la majorité avait voté pour la grève générale... par département. Lorsque par deux fois Linet et les responsables syndicaux vinrent pour faire débrayer l'atelier, les ouvriers firent la sourde oreille. On les avait eus avec le vote, mais on ne les posséderait pas avec les grèves de harcèlement.

Les travailleurs sentaient confusément que ça ne tournait pas rond et s'interrogeaient sur ce qui allait se passer. Les syndicats traînaient en longueur. Dans leur communiqué du 21 avril, ils se félicitaient de la nette volonté de lutte qui se dégage des premiers résultats du référendum et proposaient pompeusement de faire de la journée du 22 avril (jour de paie) une grande journée de solidarité. Dans de nombreux secteurs la collecte fut mal accueillie. Les ouvriers disaient : « D'une part, les grévistes de l'île ont touché cette paie comme nous, ce n'est qu'à la prochaine qu'ils auront des journées en moins. D'autre part, si on doit, nous aussi, se mettre en grève on ne voit pas pourquoi des grévistes devraient aider d'autres grévistes. »

Le lock-out

Dès le mardi 22 avril, la direction lock-outait tous les ouvriers du département 74 (chaîne de montage des 4 CV). Le vendredi matin 24, les ouvriers de l'atelier d'usinage 4 CV (département 76) trouvèrent les portes fermées.

Un tract du S.I.R. réclamait la grève générale de l'usine, se plaignant du manque d'empressement des autres syndicats. La réaction des ouvriers devant les portes fermées fut de peu d'importance. Seuls quelques groupes pénétrèrent dans les ateliers derrière des responsables cégétistes, qui furent ensuite arrêtés pour... violation de domicile.

Pendant ce temps M. Lefaucheux adressait au personnel une lettre dont le contenu fut largement repris par la presse.

Ce vendredi 24 avril les syndicats prirent la décision « énergique » de convoquer un meeting dans l'île Seguin. Beaucoup d'ouvriers qui commençaient à désespérer reprirent brusquement confiance et par milliers gagnèrent le meeting croyant en rapporter des décisions concrètes. Mais là encore ce ne furent que bavardages. «Nous saurons les grévistes, l'unité d'action se développe, unis et confiants les travailleurs imposeront leurs revendications, par des débrayages, des dépôts de cahiers de revendications, des pétitions, etc., etc. »

La semaine suivante, la direction lock-outa plusieurs ateliers, les uns après les autres, et finalement le 6 mai elle décida le lock-out général. Dès le matin, tout le monde savait que la direction avait décidé de fermer l'usine. Le comité d'entreprise en était officiellement informé à 11 h. 30. A 12 h. 30, sur la place Nationale, Blanc, secrétaire de F.O., déclarait avec enthousiasme : « C'est une grande victoire, la grève du département 74 a obligé Lefaucheux à fermer l'usine. »

Le soir, après un spectacle offert par le comité d'entreprise avec la participation d'Yves Montand, les délégués des différents syndicats de l'automobile se réunirent. A cette réunion, Linet, secrétaire syndical C.G.T. et député communiste, donna des précisions sur l'attitude à prendre : « Demain nous ferons échec à Lefaucheux en nous rendant tous dans nos ateliers. Nous continuerons la lutte sur le lieu du travail. » L'ouvrier le plus naïf savait que, le lendemain, la police occuperait les lieux, mais cela n'empêchait pas Linet de jouer à fond la carte de la démagogie.

Le lendemain, quelques centaines d'ouvriers rôdèrent aux abords de l'usine. Un meeting eut lieu au siège des syndicats C.G.T. et C.F.T.C. Tous les orateurs, des staliniens au S.I.R., clamèrent la victoire ouvrière.

Tout était calme. La direction rappela une partie du personnel le lundi 11 mai, une autre partie le mardi 12, et le mercredi 13 c'était la rentrée générale.

Pour fêter ce grand jour, un tract signé C.G.T., C.F.T.C., F.O., S.I.R. vanta le succès de la lutte. C'était un succès parce qu'on avait obligé Lefaucheux à rouvrir ses portes (de même que c'avait été une victoire de l'obliger à les fermer). C'était un succès d'avoir imposé la libération des secrétaires syndicaux C.G.T.

Tous les syndicats se félicitèrent du succès de la lutte ; seuls les travailleurs eurent le très net sentiment d'avoir été dupés.

Dans cette lutte on a dit que certains étaient payés pour faire grève. Il ne faut rien exagérer. Mais ce qui est certain, c'est que les grévistes de la sellerie, environ 500, ont touché six fois 2.000 francs. Avec les secours qu'ils ont pu recevoir à droite et à gauche (mairie de leur localité, cantine du comité d'entreprise, etc.) ils ont touché presque autant que s'ils avaient travaillé. Par contre, les lock-outés du 74 et du 76 (près de 8.000) n'ont touché, eux, que 500 francs du comité de solidarité.

On a dit aussi que cette grève était une manœuvre dirigée contre les nationalisations. Il est bien certain que les ennemis des nationalisations se réjouissent chaque fois qu'ils voient qu'un conflit social met en difficulté la direction d'une entreprise nationalisée. Mais ce sont là des aspects tout à fait secondaires de la question qui intéressent beaucoup plus les journalistes et les politiciens que les ouvriers en lutte.

Nos conclusions

La cause fondamentale et indiscutable de cette grève fut la baisse du standard de vie de près d'un tiers pour l'ensemble du personnel. Après six mois de cette situation, il était indispensable que les ouvriers réagissent. Le fait qu'ils aient attendu six mois avant d'entrer en lutte montre qu'ils avaient assez peu confiance dans l'issue de la lutte, les nombreuses trahisons antérieures des dirigeants syndicaux ayant engendré un scepticisme difficile à vaincre.

Depuis déjà longtemps les travailleurs pensent que, seule, une grève générale à l'échelle nationale pourrait faire aboutir leurs revendications. La grosse majorité d'entre eux entreraient d'enthousiasme dans la lutte. Malheureusement, pour un tel mouvement non seulement ils savent qu'ils n'ont pas de direction, mais aussi que les syndicats qui prétendent les diriger feront tout pour les détourner de cet objectif.

Néanmoins quand la situation devient intolérable, il faut réagir, même dans les pires conditions. Ce sont les conditions économiques devenues insupportables qui ont contraint les ouvriers à réagir. Ils sont entrés en grève sans trop d'illusions, avec la crainte que les syndicats ne sabotent leur action, mais aussi avec la ferme volonté de reconquérir leur pouvoir d'achat.

Dans cette lutte les syndicats ne les ont aidés en aucune façon ; au contraire ils l'ont freinée tant qu'ils ont pu, limitant leur activité à sauver l'étiquette de leur boutique.

Les staliniens et la C.G.T. avaient déterminé leur attitude avant que se déclenche la lutte. Dès le début d'avril, ils avaient lancé le mot d'ordre de grève de harcèlement, nouvelle version des grèves tournantes (résolutions du comité confédéral). En spéculant sur les revendications ils avaient animé quelques actions pour la libération des emprisonnés (protestations, pétitions, délégations, débrayages limités). Mais lorsque les ouvriers des fonderies entrèrent en lutte pour des revendications sérieuses, ils restèrent à l'écart, se contentant d'exploiter le succès des ouvriers *après* que ceux-ci l'eurent acquis eux-mêmes.

Quand éclata la grève du 7¢ et que l'affaire devint plus importante, les staliniens ne purent l'ignorer et se placèrent en tête du mouvement. Mais en même temps, de bouche à oreille, ils expliquaient que cette grève était une machination du S.I.R. de connivence avec la direction qui voulait en profiter pour licencier du personnel. A cela ils ajoutèrent une foule de manœuvres pour conduire le mouvement dans l'impasse des grèves de harcèlement.

Le lendemain de la grève, le 1? avril, ce sont eux qui prirent l'initiative de réunir les quatre syndicats. Le cartel ainsi constitué, les staliniens avaient la grève en main. La grève avait éclaté sans eux pour des objectifs qui n'étaient pas les leurs. En faisant quelques concessions dans les formes (éviter de parler de Molino et autres slogans de leur politique) il leur fallait transformer la grève des ouvriers de chez Renault en une « lutte de harcèlement ». Le référendum qui fut organisé illustre bien leur machiavélisme. Ils demandaient aux ouvriers de voter, soit pour une grève générale de département (ce qui est une forme de grève de harcèlement), soit pour des actions de harcèlement par chaîne, atelier, ou département, qui n'étaient qu'une variante de la première solution. Le bulletin de vote comportait une colonne « observations » que de nombreux ouvriers utilisèrent pour réclamer la grève générale à l'échelle nationale. Mais il est bien évident que cette concession machiavélique faite à la démocratie ne pouvait avoir aucune influence décisive. Grève générale par département ! Pourquoi pas la grève générale individuelle ?

Les staliniens ne voulaient pas d'une généralisation de la grève pour des raisons que leur politique explique parfaitement. En effet, les staliniens ne veulent que des actions qu'ils puissent contrôler entièrement. Quand les ouvriers ne manifestent que peu d'empressement pour la lutte, ils crient très fort et s'engagent même dans des aventures (12 février, 4 juin 1952). Mais quand les ouvriers sont bien dans le bain, les staliniens sont beaucoup plus prudents, car ils risquent d'être débordés. C'est pourquoi ils freinent au maximum.

Dans cette grève engagée sur un terrain revendicatif, les ouvriers pouvaient aller très loin. Mais les travailleurs, après les nombreuses expériences qu'ils ont faites avec les staliniens, se méfient de leur politique. C'est pourquoi, dans le but de freiner la lutte, en jetant la confusion, les staliniens affirmèrent leurs positions politiques dans une édition spéciale de l'*Humanité* diffusée en même temps que l'appel du cartel d'unité d'action. De plus, ils adressèrent deux lettres ouvertes au groupe socialiste de chez Renault pour lui demander de réaliser l'unité pour soutenir la lutte des syndicats. Or ils savent très bien que même s'il existe quelques socialistes chez Renault, il y a des années qu'ils ne se sont pas manifestés politiquement dans l'entreprise. Qu'aurait pu répondre le groupe socialiste de chez Renault puisqu'il n'existe pas ? Mais cela permet aux staliniens de faire ressortir devant les ouvriers qui sont dans leur grande majorité ignorants de toutes ces questions que, eux, grands démocrates et unitaires, ont tout fait pour réaliser l'unité. Si la lutte échoue, ce ne peut être que la faute des socialistes, diviseurs permanents qui n'ont même pas daigné répondre aux propositions d'unité.

Le S.I.R., lui, était partisan de la grève de toute l'usine. Le S.I.R. est partisan de l'association capital-travail. Si cette position peut avoir un certain écho dans quelques entreprises de moyenne importance où des patrons placés dans des conditions économiques favorables peuvent faire quelques concessions aux ouvriers en échange de la paix sociale, cette politique est absolument vouée à l'échec dans une usine comme Renault où chaque concession aux travailleurs devient rapidement une concession de la bourgeoisie à toute la classe ouvrière. Dans une entreprise comme Renault, seule une organisation révolutionnaire posant hardiment les problèmes sur un terrain de classe peut, dans une période de lutte, déborder les staliniens et faire plier la direction. Mais le S.I.R. est un syndicat non seulement réformiste, mais réactionnaire. L'exploitation démagogique qu'il a voulu faire de la grève lui est retombée sur le nez. Les ouvriers avaient besoin de riposter, les staliniens avaient besoin de freiner leur action. Le S.I.R. a cru que le moment était venu de s'implanter dans l'usine en prenant la tête d'un important mouvement. Il était pour la grève de toute l'usine, mais se gardait bien de parler de grève générale nationale qui poserait un problème politique, car il est « contre la politique ». Mais quand la bourgeoisie intervint politiquement en faisant occuper l'usine par sa police, ses positions « apolitiques » s'écroulèrent. Et quand les staliniens manœuvrèrent politiquement pour saboter un mouvement qui avait une base solide, le S.I.R. qui voulait la grève de toute l'usine, se laissa imposer la grève générale... par département.

En fait, s'il est possible à des organisations démagogiques comme le S.I.R. d'attirer l'attention de certains ouvriers en spéculant sur des préjugés tels que l'apolitisme, il est absolument impossible de tromper les ouvriers et de les entraîner dans des aventures quand les problèmes se posent sur le terrain concret de la lutte de classe. Si les ouvriers, sans avoir rejeté définitivement les staliniens, se méfient de leur politique, c'est que ceux-ci, tout en se déclarant partisans du socialisme, le trahissent en pratique. A plus forte raison se détournent-ils des organisations qui préconisent ouvertement la possibilité de s'entendre avec les patrons.

Les positions de la C.F.T.C. et de F.O. n'ont été que celles de suiveurs. Ils n'ont d'ailleurs fait connaître aucune position indépendante et se sont contentés de signer les affiches du cartel rédigées par la C.G.T. S'ils eurent cette attitude, c'est que, comme la C.G.T., ils ne voulaient pas de cette grève. Mais ils n'avaient rien à proposer et ne pouvaient rester en dehors d'un conflit engagé par les ouvriers, surtout à quelques jours des élections de délégués.

La direction de la Régie, elle aussi, a pu sauver la face. Devant le mécontentement provoqué par les bas salaires elle a pu, en rétablissant les 48 heures, imposer une accélération des cadences et un renforcement de la discipline. Car les ouvriers qui sortent d'une lutte où ils n'ont rien obtenu sont bien obligés de mettre les bouchées doubles pour combler le déficit de leur maigre budget. Les travailleurs, eux, paient les pots cassés. Alors que

cet hiver ils faisaient 40 heures, aujourd'hui, avec les beaux jours, ils sont classés 48, 50 et même 54 heures par semaine devant leur machine.

∴

En conclusion, cette grève a démontré une fois de plus que la classe ouvrière a encore de nombreuses ressources de dynamisme et de capacité de lutte, mais elle a aussi démontré une fois de plus que ce qui lui manque, c'est une direction révolutionnaire capable de la guider dans une voie socialiste. Les travailleurs ne reculent ou ne font preuve d'apathie que lorsqu'ils sentent la trahison.

Les révolutionnaires qui veulent faire quelque chose de positif doivent s'acharner à bâtir l'avant-garde sincère, intègre et qualifiée qui sera capable d'ouvrir une voie révolutionnaire aux travailleurs. Ils doivent se détourner des solutions de facilité, soi-disant plus rapides, qui consistent à militer dans les organisations déjà existantes où ils gaspillent leur énergie et font perdre leur temps aux travailleurs qui ont la force de surmonter leur écœurement pour s'intéresser aux problèmes sociaux. En bannissant la politique en général, sous prétexte que des politiciens sans scrupules utilisent l'énergie ouvrière à des fins inavouables, on détourne les travailleurs d'une intervention consciente dans les événements et on travaille à les rendre indifférents et apathiques.

C'est par une politique conséquente et constante que les révolutionnaires pourront redonner confiance aux travailleurs.

J. ARNAUD.

A propos de la lettre de Bourguiba

Au risque de paraître mal choisir mon moment, alors qu'il convient de « serrer les rangs » face au colonialisme français déchaîné, je voudrais une fois pour toutes exprimer ce que pensent pas mal de copains, ce qu'ils n'osent dire tout haut : notre devoir est de mettre en garde les nations opprimées d'Afrique du Nord, et d'ailleurs, contre un chauvinisme qui se cache mal derrière leurs revendications nationales pleinement justifiées.

Bravo quand Lemon nous parle de l'action ouvrière en Tunisie, de la belle figure de Farhat Hached et de l'avenir de l'U.G.T.T. ! Bravo quand Habib Bourguiba met en boîte le Haute-clocque et clame le droit des Tunisiens à l'indépendance !

Nous sommes tous unis contre l'absurde « tradition impériale » qui ruine par surcroît notre pays, contre cet esprit mesquin de petit boutiquier qui, au lieu d'œuvrer bravement pour un monde nouveau, tente de masquer sa faillite par des moyens stupides et ruine sa patrie en Indochine au nom du patriotisme. Nous souhaitons tous la victoire du mouvement ouvrier ou paysan des colonies, à condition qu'il soit démocratique et internationaliste.

Mais quand on vient me parler de « la puissance de l'Islam jusqu'aux contreforts des Pyrénées », je m'en fous comme de la puissance de Louis XIV ou de Napoléon. Si c'est pour réveiller en Chine la seule haine du blanc, en Afrique du Nord un panislamisme antifrançais, qu'on lutte, qu'on nous le dise franchement.

Je conçois aisément que des êtres incultes et opprimés soient plus facilement perméables à la haine aveugle et au nationalisme étriqué qu'à des idées généreuses de libération universelle. Mais c'est justement le rôle des élites, de ceux qui s'intitulent eux-mêmes « des chefs capables, sincères et courageux », de montrer le bon chemin. Je suis peut-être naïf et ne comprends rien aux ressorts secrets de l'histoire des peuples, mais je croyais que la libération des opprimés de tous les pays était liée à un idéal de justice sociale et de paix universelle. Le réveil des nationalités a conduit l'Europe du XIXe siècle vers l'impasse, le fascisme et la guerre ; un réveil analogue des peuples d'Afrique et d'Asie, s'il n'est pas animé par une nette tendance socialiste (comme il semble en être ainsi dans le Sud-Est asiatique), ne nous prépare-t-il pas des lendemains inquiétants ?

J.-D. MARTINET.

Lettre d'un camarade français de Tunisie

Le problème tunisien me passionne.

La *R.P.* est nécessaire car ici nul ne peut faire entendre sa voix, si ce n'est pour servir le ministre colonialiste. Heureusement, nos amis tunisiens restent confiants en l'avenir et ne chargent pas le prolétariat de l'outre-Méditerranée de crimes commis par une minorité dans la Régence.

Le malheur c'est qu'une minorité s'agite et que la majorité laisse faire ce qu'elle ne tolérerait pas dans la métropole.

Je ne vous en dirai pas plus long aujourd'hui. Vous êtes d'ailleurs très souvent plus et mieux renseignés à 2.000 kilomètres que nous qui sommes sur place, mais avec des moyens d'information limités.

— Bravo à Hébert pour son article courageux. De même pour le papier de Lemon.

— Très intéressante la lettre de Bourguiba.

Promesses gouvernementales... non honorées

Il s'agit des promesses faites par le gouvernement français à diverses délégations de la C.I.S.L. relativement à la libération des militants syndicaux tunisiens.

Le 5 mai, Oldenbroek a élevé une vigoureuse protestation dont nous retiendrons deux paragraphes :

« La promesse d'une prochaine libération des leaders syndicalistes, faite en décembre dernier par le Résident général de France en Tunisie à la délégation de la C.I.S.L. et confirmée par le gouvernement français à la délégation de la C.I.S.L. le mois dernier à Paris, se trouve être un non-sens étant donné la politique actuelle des autorités françaises.

» Etant donné nos multiples interventions auprès du gouvernement français et étant donné son refus d'honorer les promesses faites aux représentants de la C.I.S.L., l'opinion publique mondiale saura, sans nul doute, à qui donner raison. »

Le Comité de Défense Sociale organise un meeting de protestation contre la répression en Afrique du Nord, le mercredi 17 juin 1953 à 20 h. 45, salle des Sociétés Savantes, 28, rue Serpente, Paris-5e.

Prendront la parole des syndicalistes FO, CFTC, CNT, Autonomes, Indépendants.

Les amis de l'U.G.T.T. assisteront tous à ce meeting !

Pour manifester votre solidarité aux syndicalistes tunisiens, venez tous, le 17 juin, aux « Sociétés Savantes ».

La médecine en U.R.S.S.

L'avilissement de la science soviétique et la carence d'une médecine étatisée, voilà qui va paraître bien banal aux lecteurs de la *R.P.* Mais la valeur de l'ouvrage du Docteur Ida Lazarévitch (1), consacré à l'état actuel de la médecine en U.R.S.S., tient au fait qu'il a été écrit en prenant uniquement pour base les journaux soviétiques. Nous sommes fatigués des témoignages réfutables par de trop habiles partisans. Il s'agit ici d'une méthode différente : c'est en partant d'un domaine de sa compétence et en s'appuyant sur le témoignage de la presse officielle que l'auteur condamne l'expérience stalinienne.

Après lecture de ce bilan de faillite, un médecin français de bonne foi ne pourra plus, s'il est partisan de la médecine libérale, confondre ce service de la Santé publique bureaucratisé avec une médecine collectiviste ; s'il est « progressiste », il n'osera plus signer l'acte de condamnation de ses confrères soviétiques « empoisonneurs » sans se désespérer à ses propres yeux, même si Béria ne s'était pas chargé de réfuter brutalement ses « erreurs ».

Quelle impression d'ensemble retire-t-on de la médecine soviétique en parcourant ce document ? Avant tout celle d'un effroyable gaspillage d'énergie humaine et d'un anéantissement de toute pensée scientifique libre. Si le nombre des médecins augmente de façon constante en U.R.S.S., on ne peut en dire autant de leur valeur professionnelle : on sent à chaque page la fragilité de ce monde totalitaire, construit avant tout sur la violence. Voilà le résultat de trente années d'industrialisation inhumaine et de militarisation démente, dans toutes les branches de l'économie soviétique. Il faut espérer que la génération russe qui suivra voudra jouir plus pacifiquement des fruits d'une industrialisation nécessaire, mais trop accélérée, et que les éminentes qualités d'intelligence et de dévouement des médecins russes leur permettront enfin, sans fanatisme national, de reprendre la place de premier plan qu'ils méritent et qui fut la leur, même sous le tsar.

On ignore en effet en Occident que, dès le début du siècle, la médecine des « zemstvos », véritable médecine municipale, fut une médecine sociale, faite de désintéressement et de compétence relative, alors que le secteur privé était réservé à quelques personnalités des grandes villes. Ce n'est donc pas la « socialisation » de la médecine qui est cause de sa mauvaise qualité ; c'est le résultat de la bureaucratisation du régime dans tous les domaines. Et c'est en renouant à une tradition russe ancienne et véritablement socialiste que la médecine de ce pays a des chances d'être à la hauteur de son immense tâche.

Quant à la naissance ou à la renaissance éventuelle d'une médecine dite « libérale », le développement actuel de la nouvelle société soviétique la rend fort improbable : les habitudes sont prises ; le système de soins collectifs (souvent incohérent ou insuffisant) est entré dans les mœurs ; le client ne concevrait plus guère de payer son médecin ; le médecin ne trouverait que difficilement le matériel indispensable à l'ouverture d'un cabinet de consultation moderne, à plus forte raison d'une clinique ou d'un appareillage radiologique. Un retour à des formes périmées ne paraît ni souhaitable ni possible.

Quel que doive être son avenir, la science médicale russe traverse une période bien sombre. L'absence de liberté de pensée étouffe tout progrès scientifique ; l'argument d'autorité imposé à tous la « doctrine pavlovienne », qui n'a rien de commun avec la pensée véritable de Pavlov ; ce savant, loin d'être le matérialiste naïf pour images d'Epinal que nous a dessiné un film soviétique, était en philosophie un idéaliste fortement attaché à la culture chrétienne. Mais, au cours de ces deux dernières années, les meilleurs savants ont eu beau défendre pied à pied leur probité scientifique et leurs idées, il leur a fallu bien vite (du plus petit au plus grand) revenir sur les bancs de l'école « pour y apprendre la grande doctrine marxiste pavlovienne », disent les textes officiels.

Citons la « confession » de l'un d'eux, *le Professeur Gaisetsinski*, membre de l'Académie des Sciences médicales de l'U.R.S.S. :

...Je n'avais pas assimilé l'esprit de combat de la science soviétique qui monte la garde, protégeant la pureté de la conception matérialiste du monde, et je n'ai pas justifié la confiance qui m'avait été accordée en tant qu'adjoint du directeur de l'une des plus importantes institutions de physiologie de notre pays. C'est pour cela que j'estime équitable que mon nom soit rayé dans le nombre de ceux qui ont porté préjudice au développement de l'enseignement de I.P. Pavlov...

En reconnaissant entièrement juste la critique à laquelle j'ai soumis durant la session mon activité pédagogique et scientifique, je tâcherai assurer l'opinion scientifique que j'appliquerai tous mes efforts au remaniement de mon œuvre, de façon à ne pas répéter les fautes que j'ai commises dans le passé.

Voilà le ton habituel de la presse scientifique russe d'aujourd'hui, comme on avait pu le constater déjà à la lecture du numéro spécial d'*Europe*, consacré aux théories biologiques de Mitchourine et Lyssenko. La doctrine pavlovienne, imposée à tous les médecins comme discipline de base, revue et corrigée par le M.V.D., paraît être devenue le fondement philosophique (si l'on peut parler d'une philosophie policière !) du centralisme bureaucratique, et la justification « a posteriori » de tous les privilèges de ceux qui occupent le haut de la pyramide soviétique. Cette géniale découverte du cerveau de Staline restera le meilleur témoignage de la naïveté de nos dictateurs modernes, qui ne doutent de rien et mettent Dieu, la biologie et la physiologie dans leur poche. Le culte hystérique des hommes de science russes comme Pavlov fait partie de « la lutte idéologique qui se déroule sur le front physiologique entre les représentants de la science nationale et les savants réactionnaires d'Occident et d'Amérique. En termes clairs, la dictature russe, à bout d'arguments et peut-être à bout de course, en est réduite à faire appel au chauvinisme le plus extravagant, comme elle fit appel au cours de la « grande guerre patriotique » aux popes et à l'amour de la terre des ancêtres.

Tel est le climat dans lequel le médecin soviétique exerce sa profession.

Les conditions matérielles de cet exercice ne sont pas plus réjouissantes.

L'excès de bureaucratisation entretient dans tous les secteurs de l'activité professionnelle une confusion invraisemblable, qui devrait faire frémir par avance nos « planistes » occidentaux. Des psychiatres et des physiologistes recommencent leurs études, quels que soient leur âge, leurs titres et qua-

(1) *Dr I. Lazarévitch* : « La Médecine en U.R.S.S. », Les Iles d'Or, Paris 1953. (Préface du Dr Jean Paraf).

liés : on leur ingurgite les nouvelles données de la « science pavlovienne » ; les accoucheurs apprennent que la douceur et la persuasion atténuent les douleurs de l'enfantement, et donnent des leçons de maintien à leurs futures accouchées. L'organisation des hôpitaux et des polycliniques fait l'objet de remaniements perpétuels ; heureusement les nouvelles circulaires ne sont souvent appliquées que sur le papier, car le médecin russe n'est pas plus bête qu'un autre. Après trente ans de « socialisme », on manque de lits dans les régions les plus diverses de l'U.R.S.S., même pour hospitaliser des cas urgents. Les sanatoria sont bondés ; on en est réduit en bien des cas à ne garder les malades que deux ou trois mois, et à traiter des tuberculeux contagieux à domicile, en les reclassant dans le travail productif au plus vite. Parmi les multiples documents apportés par le *Dr I. Lazarévitch*, voici les instructions publiées en 1936, à l'intention des assistantes sociales :

Certains médecins bourgeois ont émis l'idée que le plus sûr moyen d'extirper la tuberculose est d'isoler les personnes atteintes, comme on le fait pour la lèpre. Or des mesures aussi radicales ne sont pas nécessaires, la grande majorité des tuberculeux pouvant continuer à se livrer à un travail socialement utile, tout en étant pratiquement sans danger pour les personnes qui les entourent, à condition qu'ils observent un minimum d'hygiène. D'autre part, l'isolement de tous les contagieux n'est pas possible ; l'entretien dans les sanatoria de millions de malades constituerait un lourd fardeau pour l'Etat.

Telle est l'opinion de médecins « socialistes », pour qui « le capital humain est la plus précieuse richesse ». En fait les phtisiologues russes sont aussi avertis que ceux de chez nous ; de telles déclarations leur sont imposées d'en haut, pour suppléer à la rareté de la main-d'œuvre et à sa mauvaise qualité.

On « récupère » de même les invalides de guerre et les grands blessés :

L'expertise médicale du degré d'incapacité de travail est un des remarquables progrès à l'actif de l'organisation soviétique de la Santé publique. Elle était inconnue dans la Russie d'avant la Révolution, et elle le reste dans tous les pays capitalistes modernes...

Dans les conditions de la réalité socialiste, un homme qui a été reconnu inapte au travail pour une longue durée peut, au bout d'un certain temps, sous l'influence du milieu social, se sentir de nouveau capable de travailler.

L'expertise ne s'appuie pas sur des données strictement médicales, mais tient le plus grand compte des besoins en main-d'œuvre.

Les problèmes pratiques les plus terre à terre ne sont pas résolus par le lourd appareil de contrôle administratif qui coûte fort cher à la collectivité et ne fait qu'aggraver le désordre planifié, par des circulaires contradictoires ou inapplicables.

Les objets les plus nécessaires font souvent défaut. On se plaint à maintes reprises du pitoyable état du parc d'ambulances, du manque de pièces de rechange et de réparateurs qualifiés. Cette ambiance de « médecine de guerre » rappelle ce que nous avons connu en France sous l'occupation, en mille fois plus grave étant donnée l'étendue du pays, sa transformation à un rythme frénétique, la persistance d'un régime de terreur durant plusieurs décades. De même les plaintes affluent au sujet d'appareils de radio-diagnostic, livrés en mauvais état ou vite détraqués, qu'il faut mettre au rebut, faute de pièces de rechange ou d'entretien correct. Des instruments encore plus usuels, même dans les grandes villes, sont inutilisables (seringues, aiguilles, stérilisateurs). On manque souvent de coton, d'articles de pansement, de plâtres, de lunettes ; les médicaments les plus courants font défaut dans les grandes pharmacies, par suite de négligence administrative, de gaspillages ou de malversation.

Tous ces faits ne sont pas des assertions gratuites et malveillantes, mais sont écrits noir sur blanc dans la presse médicale soviétique. Il ne s'agit pas de cas isolés, mais d'une carence atteignant tout l'immense territoire de l'U.R.S.S. Ces critiques sont tolérées sur le plan local car, selon I. Lazarévitch, « de cette manière les faiblesses signalées peuvent être attribuées à des causes accidentelles ou à des responsabilités individuelles » ; dès que ça va vraiment trop mal, on a recours à quelque bouc émissaire, souvent très haut placé, ce qui explique la « fluidité » spéciale des classes soviétiques.

Le son de cloche de la presse technique est donc bien différent de celui des savants occidentaux, retour d'U.R.S.S. Qui doit-on croire ? La presse russe officielle ou les morceaux de bravoure de nos médecins « progressistes » ?

Il est certain que le lourd passé russe, l'effort intensif d'industrialisation, les destructions dues à la guerre ne permettent pas une condamnation trop sommaire de la réalité soviétique. Cependant il est indispensable à l'homme d'aujourd'hui de ne pas se payer de mots et de juger un régime selon ses œuvres. Le jugement sera sévère en ce qui concerne le régime stalinien, mais il ne sera juste qu'à condition d'offrir autre chose que les slogans d'une médecine réactionnaire et à condition d'aider à construire une société socialiste libre.

« Le difficile en effet, écrit Albert Camus dans sa préface au récent livre de Rosmer, est d'assister aux égarements d'une révolution sans perdre sa foi dans la nécessité de celle-ci. Ce problème est justement le nôtre. »

Jean-Daniel MARTINET.

Où va la Russie ?

Un camarade qui a été de longues années en Russie à l'époque immédiatement post-révolutionnaire a bien voulu répondre aux questions que nous lui posions sur l'avenir de la Russie.

— *Faut-il s'attendre au cours des prochaines années à des conflits intérieurs en Russie ?*

— Précisons d'abord que, contrairement à ce qui a été dit dans la *R.P.*, Boulganine ne doit pas être considéré comme l'homme des militaires, c'est un homme du Parti ; de même Béria est un homme du Parti ; ils ne représentent donc pas au sein du gouvernement les administrations dont ils sont les chefs. Il faut, au contraire, beaucoup plutôt considérer l'actuelle coalition gouvernementale comme une coalition des hommes du Parti, comme un effort suprême du Parti pour conserver le pouvoir, car la disparition de Staline, en diminuant le prestige du parti, rend plus à craindre les nouvelles forces qui sont déjà apparues et qui peuvent tendre à s'emparer du pouvoir.

— *Quelles sont ces forces ?*

— Elles sont au nombre de deux : 1° celle des « économistes », c'est-à-dire de tous ceux qui s'occupent, sous des formes diverses, de la production

et des échanges, et qui, même lorsqu'ils sont membres du Parti, se trouvent gênés dans leur besogne propre par l'interférence de tous les « préfets » et « sous-préfets » (secrétaires de cellules, de rayons, de soviets, etc.), qui ont le pas sur eux et qui constituent un monde totalement séparé de celui des « économistes » ;

2° celle des militaires, auxquels les succès de la guerre ont procuré une popularité considérable (à Joukov notamment), et qui, eux, portent tous des noms vraiment « russes » (ni juifs, ni géorgiens, ni etc...).

Par contre, l'arrivée au pouvoir du M.V.D. n'est pas à envisager, car la police est tellement haïe et méprisée par toute la population qu'il lui serait absolument impossible de se maintenir comme groupe dirigeant de l'Etat.

Par ailleurs, la coalition d'hommes du parti qui constitue actuellement le gouvernement ne peut durer longtemps, étant donné l'immoralité foncière qui a toujours prévalu au sein des milieux dirigeants bolcheviks et qui fait que chacun ne pense jamais qu'à torpiller les autres, et par tous les moyens.

— *Résumons donc. Ce que vous prévoyez est, en somme, d'une part et d'abord, une lutte d'hommes pour la prééminence, une lutte entre individus, entre ceux-là qui sont présentement les dirigeants du Parti et de l'Etat ; d'autre part, et cela peut-être à plus longue échéance, une lutte des économistes, ou des militaires, ou des deux, contre le Parti afin d'instituer le pouvoir de leur groupe à la place de celle du Parti.*

— C'est exactement cela. J'ajoute que si ce sont les économistes qui triomphent, l'élimination du pouvoir du Parti pourra se faire en douce, sans même peut-être qu'il y ait dans les apparences quelque chose de changé ; au contraire, si ce sont les militaires qui procèdent à l'opération, celle-ci se fera probablement avec beaucoup plus d'éclat et de douleur.

— *Encore une question, sur un autre sujet : que pensez-vous des Chinois, et qu'en pensent les Russes eux-mêmes ?*

— Les Chinois sont le peuple le plus intelligent et le plus travailleur que je connaisse. Avec cela, on va loin !

Et c'est là également l'opinion des Russes.

Je me rappelle qu'à une époque où l'Entente était encore très active contre la révolution russe, j'exprimais mes craintes devant un ingénieur russe, un ingénieur de la vieille époque, formé au temps du tsarisme. Celui-ci me répondit aussitôt que la Russie n'avait rien à craindre des puissances occidentales. C'était un autre peuple qui lui faisait peur. — « Qui ça ? Les Allemands ? » — « Non ! pas plus les Allemands que les Français ou les Anglais. » — « Qui alors ? » — « Les Chinois. Car eux seuls sont capables de peupler les territoires qu'ils nous prendraient. Tout autre envahisseur, n'importe lequel des peuples européens est peut-être susceptible d'entrer en Russie, mais il s'y perdra. »

Et de fait, lorsque j'étais en Extrême-Orient soviétique (la province située entre le Baïkal et le Pacifique), il y avait dans cette région plusieurs centaines de milliers de Chinois, malgré toutes les interdictions qui leur étaient faites de franchir la frontière, contre à peine un million et demi de Russes : dès que vous aviez besoin de quelque chose, quel que ce soit, vous trouviez toujours un Chinois, et seulement un Chinois, pour vous le procurer. Si le rideau de fer était là aussi abaissé, si le Chinois pouvait entrer librement en Russie, tout cet Extrême-Orient sibérien serait peuplé par les Chinois aussi vite que l'a été la Mandchourie.

R. L.

Le mensonge de la récente amnistie

Nous donnons ci-dessous d'importants extraits d'une étude détaillée sur la pseudo-amnistie récemment proclamée en Russie. Cette étude a été publiée par « La Réalité russe », bulletin établi par un groupe de camarades qui sont à l'opposé des gardes-blancs russes, tout en étant des adversaires lucides du régime stalinien. Malheureusement, l'abondance des citations de sources officielles sur lesquelles s'appuie cette analyse nous empêche de la reproduire complètement ; nous en extrayons le chapitre intitulé : « Ceux qui ne sont pas amnistiés » et les conclusions. Ceux de nos lecteurs qui voudraient lire le texte complet et connaître ainsi la description détaillée des catégories de détenus amnistiables peuvent s'adresser à « La Réalité russe », 28, rue Friant (pavillon B), Paris (14e).

Le décret sur l'amnistie promulgué à Moscou le 28 mars dernier est qualifié, dans de très nombreux journaux français, de « mesure de clémence », « large », « importante », « d'une ampleur inconnue ». Les appréciations diverses sur le nombre des détenus qui devraient être libérés varient dans des proportions qui vont des *millions* aux *milliers*. Cette mesure n'aurait pas eu de *précédent* sous le régime antérieur ; de là la tendance à conclure à une atténuation relative du régime terroriste.

Examinons non pas à travers des hypothèses mais en nous limitant uniquement aux stipulations du décret si ces commentaires correspondent à la réalité.

Le décret est formel sur un point :

Pravda (28-3-1953). — 1. *Ne pas appliquer l'amnistie aux condamnés à un terme de plus de cinq ans pour crimes contre-révolutionnaires, vols importants de la propriété socialiste, banditisme et meurtre prémédité* (1).

Ouvrons le « Droit pénal soviétique », par V.D. Menjaguine et Z.A. Vychinskaïa (Editions juridiques d'Etat, Moscou 1946), à la page 221 et suivantes et nous y trouverons des précisions permettant de savoir ce qu'on entend en U.R.S.S. par crimes contre-révolutionnaires.

Cet ouvrage donne (p. 225) comme définition l'article 58-1 du Cri. K.R.S.F.S.R. abréviation de Code pénal de la R.S.F.S.R. :

Est considéré comme contre-révolutionnaire tout acte tendant à renverser, saper ou affaiblir le pouvoir des soviets ouvriers et paysans et des gouvernements ouvriers paysans que ceux-ci ont élus en se basant sur la Constitution de l'U.R.S.S. et les Constitutions des républiques alliées et autonomes, ou à saper ou affaiblir la sécurité extérieure de l'U.R.S.S. et les conquêtes fondamentales économiques, politiques et nationales de la révolution prolétarienne.

En raison de la solidarité internationale des intérêts de tous les travailleurs les mêmes actes sont considérés comme contre-révolutionnaires également quand ils sont dirigés contre tout autre Etat de travailleurs, même s'il ne fait pas partie de l'U.R.S.S.

Il faut considérer la grande extension de faits que permet de frapper cet article : il suffit que l'acte tende, qu'il s'agisse seulement d'affaiblir le

(1) Tous les passages soulignés ont été mis en évidence par la « Réalité Russe ».

pouvoir ou la sécurité extérieure [illegible] conquêtes [illegible] les conquêtes [illegible]

Ce [illegible] a été [illegible] étendu par l'article 58-4 cité pp. 134 et 135 qui précise la définition de crimes contre-révolutionnaires portant atteinte à la sécurité extérieure de l'U.R.S.S. Voici ce passage :

[illegible] par n'importe quel moyen à la partie de la [illegible] qui [illegible] pour pratiquer une [illegible] U.R.S.S.

[illegible] grâce aux témoignages [illegible] de [illegible] cette dernière [illegible]

[illegible]

pas amnistiés les délits [illegible]

Il faut souligner les [illegible] sur ce point les *Izvestia* (28-3-53) :

Tout en amnistiant les gens qui ont commis des crimes ne présentant pas de grand danger pour l'État et qui par leur attitude consciencieuse ont [illegible]

[illegible] *les ennemis du peuple* [illegible] *ols de la propriété socialiste, le banditisme et l'assassinat prémédité.*

Ainsi donc la « pseudo-amnistie » fait [illegible]

[illegible] groupe des [illegible]

[illegible] juridique [illegible] trouvée la qualification de criminel contre-révolutionnaire. Ouvrons le « Droit soviétique pénal militaire » du professeur Tchkhikvadze (Éditions juridiques du Ministère de la Justice, Moscou 1948) [illegible] est traité à l'article 22 des [illegible]

[illegible]

passer du côté [illegible] ennemi [illegible] étranger [illegible] par [illegible] privation de liberté pour [illegible]

Ainsi donc crime contre-révolutionnaire pour [illegible]

[illegible] importants [illegible] membres de [illegible] page 139

Article 58-1 [illegible]

[illegible]

[illegible] plus les militaires [illegible] une trahison ou [illegible] trahison. Le [illegible]

§ [illegible] La non-dénonciation d'une trahison [illegible] *préparée ou qui est accomplie par un militaire entraîne une privation de liberté de 10 ans.*

[illegible]

tracter : ils sont qualifiés de con[illegible]

[illegible]

à la partie de la bourgeoisie internationale (voir plus haut).

Le manuel déjà cité de Menchagine et Vychinskaia fixe leur sort de la façon suivante (p. 235) :

Pou[illegible]

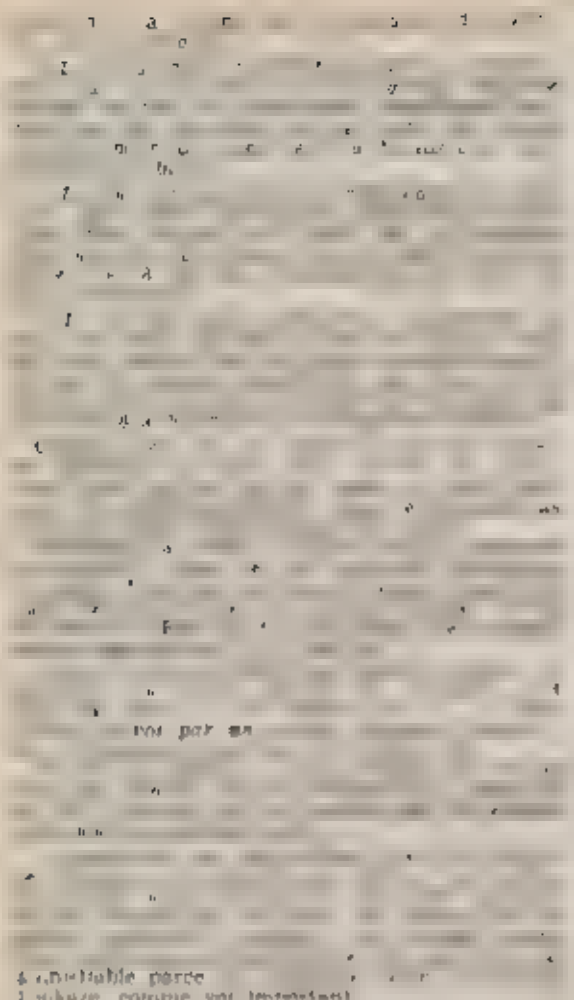
[illegible] *la trahison de la Pa*[illegible] art. 58-1 a ou 58-1 b du Code pénal de la R.S.F.S.R.

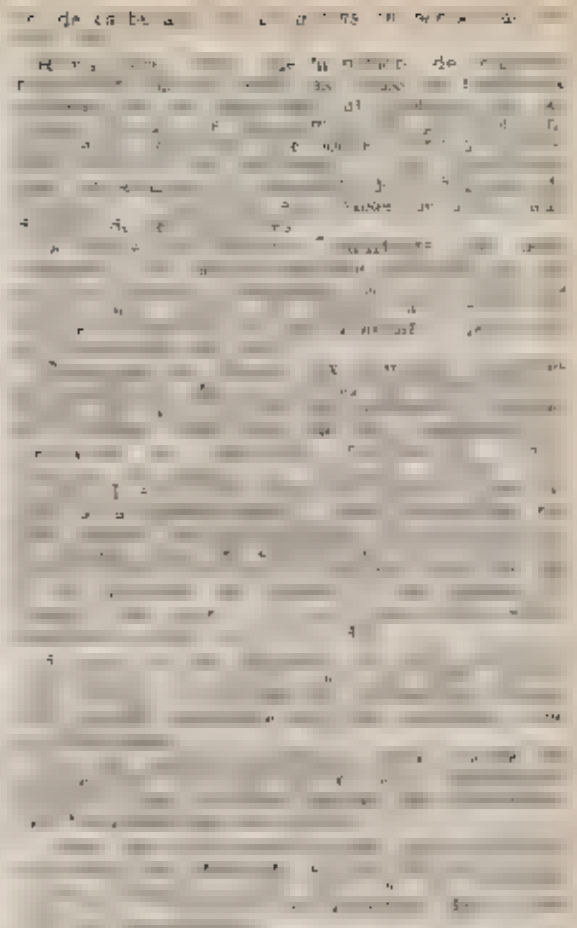
Nous avons vu que ces deux articles entraînent la peine capitale ou, en cas de circonstances at[illegible]

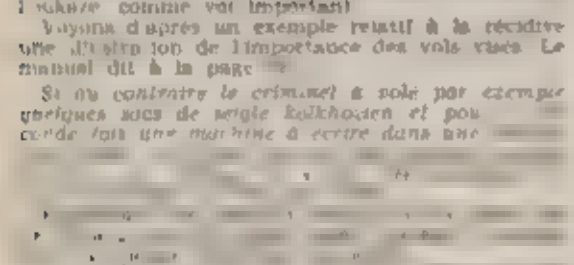
[illegible]

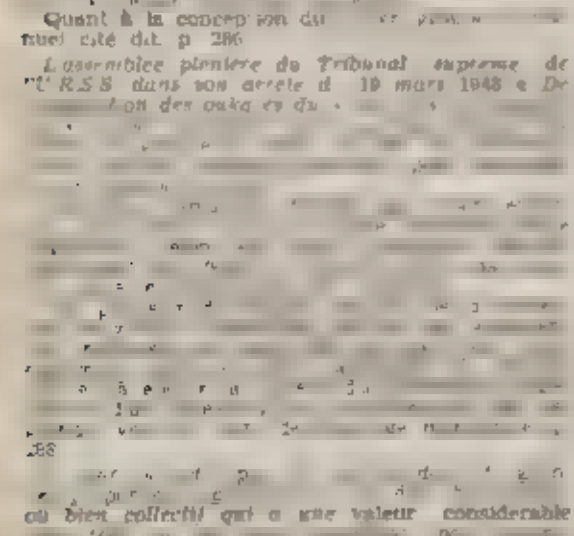
Passons maintenant à ceux qui ne auront rien de l'amnistie parce qu'ayant à répondre de rôles importants de la [illegible]

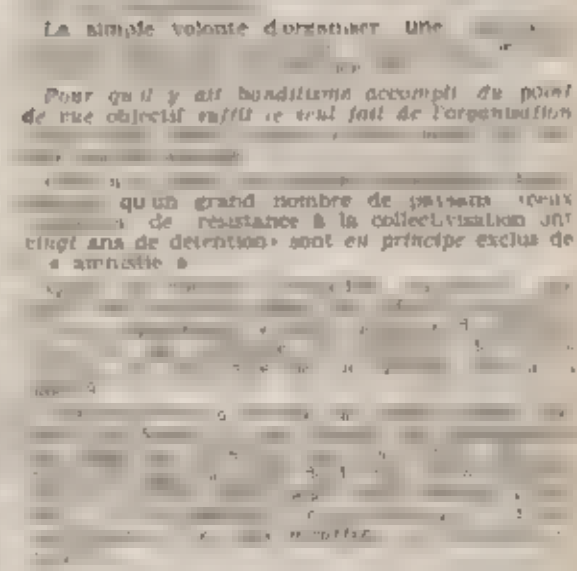
[illegible]











[illegible]

[illegible] voi par [illegible]

[illegible]

[illegible] inéluctable parce [illegible] l'oukaze comme voi important.

Voyons d'après un exemple relatif à la récidive une illustration de l'importance des vols visés. Le manuel dit à la page [illegible]

Si au contraire le criminel a volé par exemple quelques sacs de seigle kolkhozien et pou[illegible] conde fois une machine à écrire dans une [illegible]

[illegible]

Quant à la conception du [illegible] nuel cité dit p. 286

L'assemblée plénière du Tribunal suprême de l'U.R.S.S. dans son arrêté du 19 mars 1948 « De [illegible] *tion des oukazes du* [illegible]

[illegible]

[illegible] 288

[illegible] ou bien collectif qui a une valeur considérable [illegible]

[illegible] de [illegible]

[illegible]

La simple volonté d'organiser une [illegible]

Pour qu'il y ait banditisme accompli du point de vue objectif suffit le seul fait de l'organisation [illegible]

[illegible] qu'un grand nombre de paysans (ceux [illegible] de résistance à la collectivisation ont vingt ans de détention) sont *en principe* exclus de « amnistie ».

[illegible]

Conclusions

[illegible] examiner l'argumentation [illegible] pseudo-amnistie un [illegible] de ce qu'elle [illegible] Russie. Ceci [illegible] faits : le tsarisme dans sa der[illegible] proclamé au moins deux amnis[illegible] 906 et une en 1913 à l'occasion du [illegible] de la dynastie des Romanov. Ces am[illegible] ent à *certaines catégories de poli*[illegible] gnation [illegible] f. Mais [illegible] beaucoup plus [illegible] politiques [illegible]

voici un mois qu'elle est annoncée il n'y a pas, dans la *presse officielle* une ligne annonçant une prison ou un camp entrouvert

Parmi les amnisties

années

1953 devait *officiellement* et théoriquement amnistier « les participants à l'insurrection de Cronstadt ». Ce sont là des adversaires politiques. Rien de pareil dans l' « amnistie » 1953

D'Elisabeth à Elisabeth

L'approche du couronnement de la nouvelle reine d'Angleterre a appelé l'attention sur cette institution bizarre et changeante qu'est la monarchie britannique. A une époque où les trônes s'écroulent comme des châteaux de cartes et où les salons des hôtels « fashionable » d'Europe sont hantés par des restes d'anciennes cours, par des « rois en exil » couverts d'ans, la monarchie britannique demeure un objet de louanges, de snobisme et d'adoration. Les vieux et solides républicains du siècle dernier les Payne, les Bradlaugh, les Dilke et

L'époque de la grandeur

orientale et de la baie d'Hudson dont l'objet était de commercer respectivement avec l'Orient et le Nouveau Monde ; enfin, dans un domaine fort différent, c'est à cette époque que la littérature anglaise moderne prit forme avec Shakespeare et

Jacques I et Charles I

[illegible] des hommes de faible envergure pratiquement insignifiants. « Après nous le déluge » [illegible] sous eux les forces montantes du parlementarisme, du républicanisme et du capitalisme naissant [illegible] « Cité » de Londres se combinèrent pour saper [illegible] en même temps que la [illegible] de la « Grande Rébellion » de 1640-60 [illegible] Grande-Bretagne [illegible] Bonaparte [illegible]

Le temps du mépris

[illegible]

pectable » société livrait à la postérité des appréciations aussi subversives.

Même encore en 1838, [illegible] ambassadeur russe à Londres [illegible] de la jeune Victoria [illegible] qu'elle était [illegible] la dernière de la [illegible] des monarques britanniques. De fait [illegible] de 18[illegible] lorsque Charles Bradlaugh [illegible] la maison de Brunswick [illegible] des « radicaux » [illegible]

La royauté, symbole de l'empire

[illegible]

tait feu le marquis de Salisbury, premier ministre [illegible]

Majesté et jamais elle ne se trompa »

[illegible] incidemment, que l'immense fortune [illegible] venir de spéculations faites d'après les règles strictes des affaires. Un détail, mais qui est bien également un signe de bourgeoisie.

Quel avenir a maintenant la monarchie ? Est-ce que la jeune Elizabeth sera réellement, à la différence de la jeune Victoria, la dernière de la dynastie ? Il est difficile de le prédire, du fait que [illegible]

F. A. RIDLEY

> « Comment [illegible] »
>
> DISRAELI

Lettre d'un socialiste argentin

[illegible]

POUR L'ANNIVERSAIRE DE L'ASSASSINAT D'

ANDRÉS NIN

C'est en ce mois de juin que tombe le dix-septième anniversaire de l'assassinat en [illegible] d'Andres Nin, secrétaire politique du P.O.U.M., première victime de la répression de la Guépéou [illegible] *Andres Nin* [illegible]

On n'a pas déterminé de façon certaine les [illegible] Espagne [illegible] Andres Nin.

[illegible]

[illegible]

[illegible] la bonne. Un journal communiste de [illegible] terminer Nin et son petit groupe d'amis... » Et [illegible] du même bord. Systématiquement se préparait [illegible] Andres Nin [illegible] tique. L'intensité de la campagne avait crû dans des proportions terrifiantes dans le même [illegible] pant, car il apparaissait que cette situation ne [illegible] vait aboutir qu'à un dénouement fatal. [illegible] paré le crime et comment il se [illegible]

La répression acharnée qui suivit les journées de mai obligea les camarades les plus en vue [illegible] curité personnelle. Les camarades qui militaient dans le P.S.U.C. (parti communiste catalan), pour le service de notre parti nous transmettaient des informations alarmantes et nous avertissaient qu'il existait un projet d'attentat contre les membres du Comité Exécutif du P.O.U.M. Les cama- [illegible]

[illegible] Andrés Nin [illegible]

[illegible] bres du comité devaient [illegible]

[illegible] procès

[illegible] bureaux du [illegible]

On a pu cependant savoir l'essentiel de cette effroyable tragédie.

Nin fut emmené de Barcelone en automobile le 16 juin 1937 à quatre heures de l'après-midi, [illegible] gardé par des agents russes de la Guépéou et par des agents [illegible] du parti communiste. On ne peut affirmer que la caravane se soit arrêtée à Valence, mais il est certain qu'elle poursuivit son voyage jusqu'à Madrid. Dans la capitale on enferma le prisonnier à la « Tchéka » secrète du Paseo de la Castellana, [illegible] « Tchékas » [illegible] les prisons clandestines [illegible] la Guépéou. Le surlendemain [illegible] transféré dans un [illegible] particulier [illegible] à Alcala de Henares [illegible] un groupe d'[illegible] russes [illegible] de la brigade Orlov [illegible] de garde [illegible] El Prado. [illegible] de cette prison clandestine [illegible] [illegible] les [illegible] exactes de sa captivité et de sa mort.

Nous n'examinerons pas en détail comment [illegible]

[illegible]

Nin avait pour Victor Serge une estime [illegible] [illegible] Espagne [illegible] [illegible] les différentes étapes [illegible] sans la période qui précéda le 19 juillet 1936 la correspondance de Serge avec Nin avait toujours été très abondante. A partir de la révolution [illegible] leurs relations épistolaires acquirent à peu près un caractère [illegible] Les lettres [illegible] adressées personnellement à Andrés [illegible] étaient [illegible] et d'avertissements pour tous ses amis. [illegible] Chaque [illegible] de Serge était [illegible] d'alarme, était une [illegible] mise en garde. Il exprimait sans cesse son inquiétude devant la possibilité d'une catastrophe. Il prodiguait les avertissements à ses amis qui se trouvaient au centre de la lutte et nous prévenait du déchaînement de la vengeance stalinienne.

Je me souviens parfaitement qu'on me les donnait à lire. Nin accompagnait presque toujours ces lettres d'une expression dans le genre de celle-ci : « Victor a raison. Il faudra prendre des précautions. » Mais il oubliait aussitôt [illegible] venait de dire et continuait de mener sa vie habituelle. Il ne revenait sur ce thème que lorsqu'un camarade le lui rappelait [illegible] [illegible] [illegible] que nous [illegible] de ce qui se passait [illegible] nos yeux [illegible] pas se laisser [illegible] du crime. C'étaient les camarades étrangers, ceux qui [illegible] de nous [illegible] dont nous [illegible] tendu [illegible]

Il serait cependant injuste de dire que Nin n'avait pas [illegible] Espagne et dans le monde entier [illegible] de la Guépéou. Il prévoyait même [illegible] de [illegible] [illegible] la procédure [illegible] P.O.U.M. [illegible] [illegible] de la Generalitat [illegible] [illegible] du P.O.U.M. [illegible] [illegible] clandestin [illegible]

Juan ANDRADE

J'ai été témoin à Barcelone

[illegible]

[illegible] P.O.U.M. est [illegible]

[illegible] se défendre [illegible]

George ORWELL

(Extraits d'un article reproduit dans la R.P. du [illegible] 1937.)

A propos du livre de Rosmer

MOSCOU SOUS LENINE

Les lecteurs de la *R.P.* ont déjà lu dans le nu[illegible] l'ouvrage de Rosmer. Ils savent déjà que ce livre est un récit, un « long rapport », selon l'expression de l'auteur, sur les séjours qu'il fit en Russie soviétique de 1920 à 1924, au moment des premiers congrès de l'Internationale Communiste et du congrès constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge.

Mais dans quelle mesure, au cours de ces mêmes années, pouvait-on discerner les symptômes plus ou moins visibles du commencement de la ruine de ces mêmes espoirs nourris par les révolutionnaires de tous les pays du monde ?

Rosmer se défend de vouloir imposer à ses lecteurs quelque opinion que ce fût. Il se limite à son récit, j'allais écrire à son reportage. Il ne cherche pas à violenter le lecteur pour lui faire

Rosmer parle au nom de l'Internationale Communiste, lors des funérailles de K[illegible] Moscou, 13 février 1920, cimetière des Novodievitchi.

Photographie [illegible] d'un recueil publié à Berlin en 1922 par la Confédération anarcho-syndicaliste. Ce document [illegible] ous est obligeamment prêté par l'Institut Français d'Histoire Sociale. [illegible] partie du fonds P. De[illegible]

Ce qu'ils ont certainement remarqué, c'est ce passage de l'avant-propos où Rosmer rappelle l'importance extraordinaire de la Révolution russe pour les militants qui, pendant la guerre de 1914-1918, avaient résisté au nationalisme.

« Pour les révolutionnaires de ma génération qui ont répondu à l'appel de la Révolution d'Octobre, ces années ont laissé en eux une empreinte profonde. Nous avons touché alors le plus haut de nos buts : la foi internationaliste que nous avions gardée intacte durant l'entre-massacre des prolétaires trouva sa récompense quand surgit la nou[illegible]e Internationale : les honteuses abdications de 1914 étaient vengées ; la République soviétique annonçait la société socialiste, la libération de l'homme. De telles époques s'inscrivent dans la mémoire pour n'en plus sortir. »

L'intérêt du livre de Rosmer c'est qu'il constitue un témoignage de première main sur des années d'espoir.

admettre « sa » vérité. Mais il pose la question, la question brûlante pour nous tous.

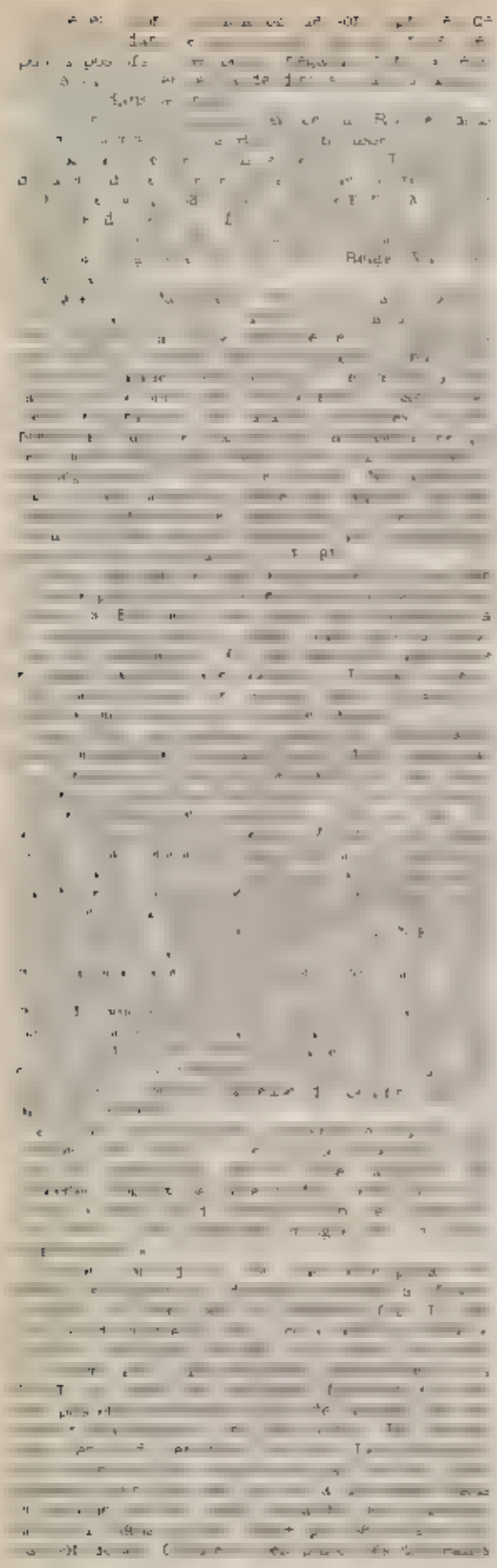
« Staline continue-t-il Lénine. Le régime totalitaire est-il une autre forme de [illegible] pelé la dictature du prolétariat ? [illegible] dans le fruit ? »

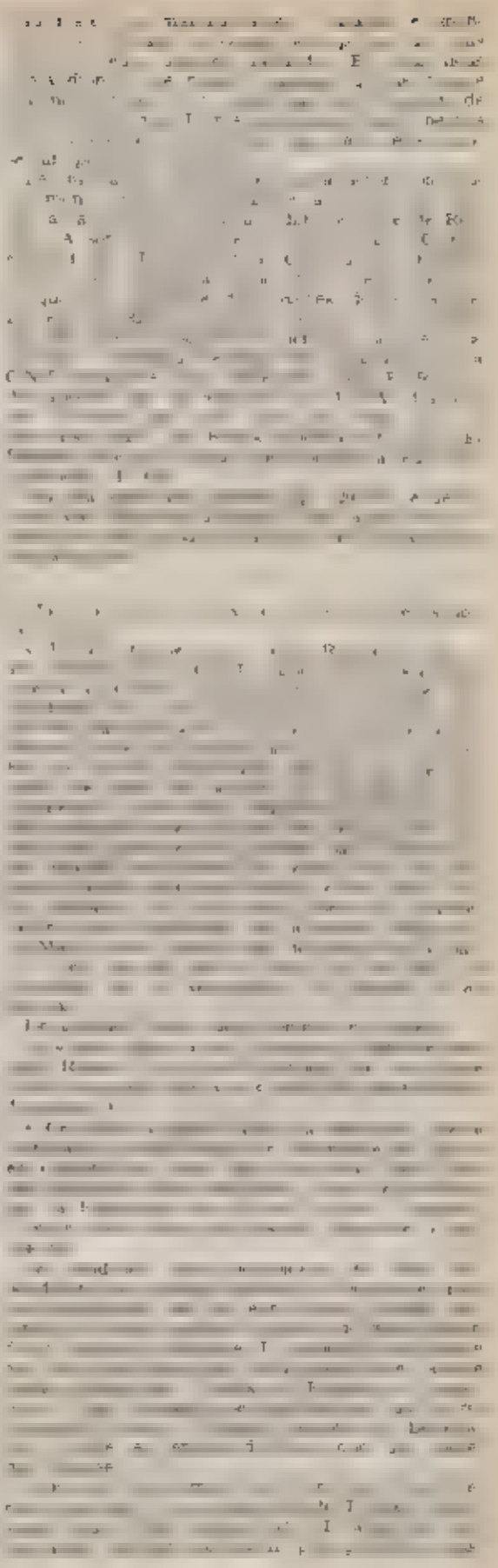
Plus de trente ans ont passé. Mais l'Histoire de ces premières années n'est pas encore écrite. Il existe beaucoup de fragments, mais ils attendent d'être rassemblés pour former le tableau véridique de la marche triomphale du stalinisme.

Une chose est certaine : ceux qui, un jour, brosseront ce tableau, écriront cette Histoire ne pourront pas ignorer le témoignage d'Alfred Rosmer.

∴

Dans *Moscou sous Lénine*, Rosmer ne donne pas de réponse à la grande question qu'il pose. Il laisse à chaque lecteur le soin de se faire son opinion. Chacun doit donc, avec son optique parti-





qu'elle modifiait la structure même de l'économie soviétique en plusieurs points essentiels, celle que le parti devait faire siemne quelques mois plus tard : la N.E.P. » (pp. 166-167).

« La discussion se prolongeait, le congrès du par [illegible]

[illegible]

[illegible] N.E.P. [illegible] « l'impôt alimentaire » aux réquisitions. Dans la brochure éditée en français à Petrograd en 1921 Lénine écrivait :

« La situation politique au début de 1921 s'est trouvée exiger impérieusement et d'urgence des [illegible]

[illegible]

« Pourquoi du paysan et non de l'ouvrier ?

« Parce que pour améliorer la situation de l'ouvrier, il faut avant tout du blé et du combustible [illegible]

[illegible] paysans » [illegible]

Il aura donc fallu Cronstadt pour que les grands dirigeants bolcheviks, Lénine en tête, perçoivent l'extrême gravité de la crise économique. Le rapprochement des dates le prouve : soulèvement de Cronstadt, 2 mars 1921 ; article de Lénine [illegible]

[illegible] ces avaient accompli leurs tâches essentielles dans l'économie soviétique ? Est-ce que ce n'est pas dans [illegible]

[illegible]

On retrouve les préoccupations syndicales dans le chapitre consacré par Rosmer au congrès constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge [illegible]

[illegible] la liaison organique fut déclarée par le congrès « hautement désirable ». Ce qui fit dire à Tommasi qu'en approuvant ce texte, il venait de signer [illegible] secrétaire de l'Union des Syndicats [illegible]. Ce seul fait montre assez que la grosse [illegible] français, quoique [illegible] dont certains étaient membres du parti communiste français, étaient opposés à toute formule de [illegible] cales et [illegible]

[illegible] est [illegible] furent [illegible] par [illegible]

[illegible]

Néanmoins [illegible] l'indépendance du mouvement syndical français, devaient, peu après, convertir la centrale syndicale [illegible]

[illegible]

M. CHAMBELLAND

(1) Le bois apporté par les attelages des paysans

Villages et municipalités

[illegible] L'assemblée réunie, il n'y a point, il est vrai, de délibération proprement dite ni de vote [illegible]

[illegible] de dépenser 25 livres »

L'assemblée paroissiale élisait son collecteur et son syndic, mais il y avait beaucoup de fiction dans cette pratique, car « il arrivait souvent que l'intendant désignait à ce petit corps électoral un candidat qui ne manquait pas d'être élu à l'unanimité des suffrages. D'autres fois il cassait [illegible] les faisait obéir à ses moindres caprices ». Leur sort n'avait rien d'enviable et pourtant !... « Pourtant ces derniers débris de l'ancien gouvernement de la paroisse étaient encore chers aux [illegible] tant il y a encore de poids dans les formules les plus creuses.

[illegible] devancèrent [illegible] étendirent [illegible]

[illegible] élargies [illegible]

[illegible] « la mairie est devenue une sorte d'agence locale dont le siège central est l'ensemble des services du chef-lieu du département [illegible]

[illegible]

Alexis de Tocqueville : « L'ancien régime ».
Ibid.

Louis Jacob : « Les suspects sous la Terreur ».

[illegible] se servir du bulletin de vote [illegible] Jamais [illegible] des élections [illegible] Le [illegible] à s'emparer [illegible] que [illegible] est le [illegible] des communes rurales. Il [illegible] une force [illegible] populaires quand [illegible] et à [illegible] arrière [illegible] s'empare du [illegible]

∴

A Blacé [illegible] de [illegible] candidats est une chose difficile. A Vaux-en-Be[illegible] qu'au second tour.

Chaque [illegible] de ce qui se passe à la mairie. Il faut que [illegible] sympathique et [illegible]

A Blacé [illegible]

[illegible]

cherchent pas à jouer un rôle dans la commune

[illegible]

grade lui avait nui.

[illegible]

Eh bien, presque toujours ce programme manque [illegible] candidats.

Cependant à L[illegible] (120 habitants) [illegible] maire [illegible] présente un bilan détaillé [illegible] et demande [illegible] que son mandat [illegible] renouvelé [illegible] travaux [illegible] assez [illegible] La [illegible] la liste [illegible] passe [illegible] au premier tour. Pas de liste opposée.

A Blacé [illegible] 4. Programme également, mais plus [illegible]

[illegible] à titre [illegible] que [illegible] communales [illegible] de candidats.

LISTE D'UNION [illegible] DEMOCRATIQUE SOCIALE ET D'INTERETS COMMUNAUX

Aux électeurs [illegible] de Blacé [illegible]

[illegible]

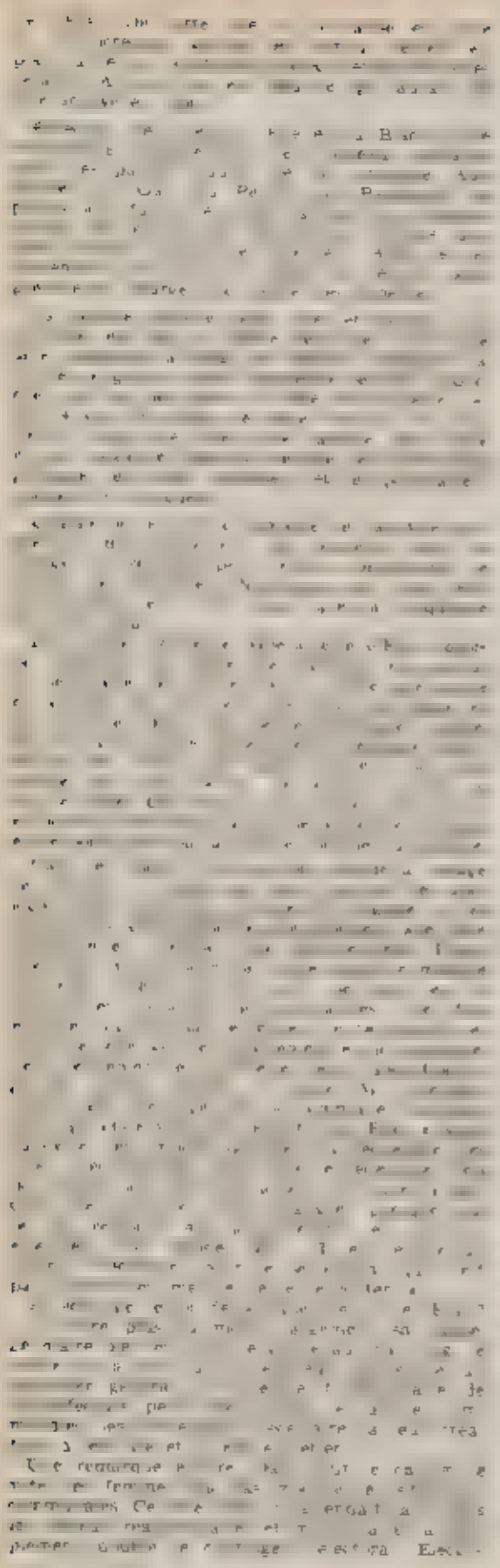
Faites-nous confiance et apportez à notre liste le bloc de vos suffrages.

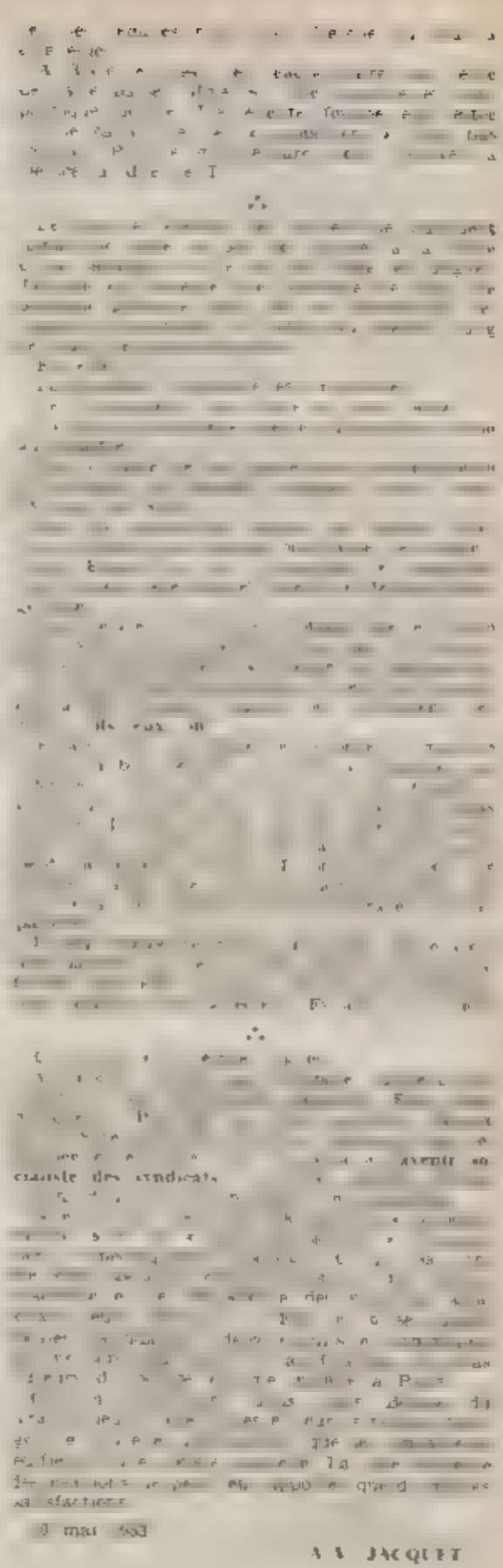
VIVE LA FRANCE ! VIVE BLACÉ !

[illegible]

Les [illegible] mais c'est [illegible] tombe [illegible]

[illegible]





Notes d'Economie et de Politique

LE TEST DE LA SINCERITE RUSSE

[illegible]

paroles, à l'Occident, ce peut être parce qu'elle [illegible]

[illegible] imple. L'expérience cruciale qui permettra de savoir dans laquelle des deux intentions la Russie a adopté sa présente attitude sera fournie par le désarmement. Si la Russie renonce à son expansionnisme et veut réellement la paix, elle n'a aucun intérêt à rester armée elle acceptera donc un plan de désarmement réciproque [illegible] concerne les armements atomiques, ce à quoi [illegible] s'est toujours jusqu'à présent refusée.

Mais si, au contraire, elle persiste dans son at[illegible] maintiendrait l'énorme supériorité en forces ter[illegible] que le moment n'est pas venu pour [illegible]

[illegible] représailles sur leur sol.

[illegible]

L'AMERIQUE CAFOUILLE

[illegible]

Cela est encore plus vrai aujourd'hui qu'alors, et c'est là qu'il faut chercher la cause de la faiblesse de la politique américaine.

La Chine est la seule possibilité de développement de l'économie capitaliste : l'économie capitaliste, la seule économie capitaliste qui soit encore capable de développement, est l'économie américaine ; c'est donc l'économie américaine qui ne peut réaliser sa pleine capacité de développement que grâce à la Chine. La Chine avec sa immense population, ses ressources minières considérables, son appareil technique et industriel encore à peu près nul.

C'est pourquoi ce marché chinois qui est indispensable aux États-Unis s'ils veulent garder en cette marche pour leurs marchandises ... peut être trop ... marché pour leur ... Washington ne veut pas le laisser échapper. Et cependant ... près d'une ... de ... que du ... de Mao Tse-tung et de la fuite de Chang Kai-shek ... est fermé. Aussi depuis ... l'Amérique a perdu la tête et plus ... plus elle la perd.

[illegible]

L'Amérique a déjà à faire face à la puissance russe. Doit-on aussi de s'ouvrir la Chine amener la coalition de la Russie et de toute l'Asie soit d'un milliard d'hommes. Ou bien doit-on pour pouvoir se défendre victorieusement contre la Russie s'assurer du concours de l'Asie ou du moins de sa neutralité et pour cela renoncer à la Chine.

Tel est le terrible dilemme qui se pose aux hommes d'État américains. Il se pose à eux à propos de toute ... de ses ... comporte de si graves conséquences que personne en Amérique ... chez les démocrates ni chez les républicains ... encore ... une position ... à son égard, ce qui fait qu'il n'y a pas pour ... de politique américaine. Washington ... des ... et ... dont l'effet des unes détruit ... des autres.

La France est le seul pays européen qui a encore des ... en Extrême-Orient ... la Chine puisque ... de la Chine ...

[illegible]

Bien mieux ... la France et ... à cause de l'Indochine

DEFAITE EN INDOCHINE

DEFAITE EN TUNISIE

R. LOUZON.

La Renaissance du Syndicalisme

DANS LA METALLURGIE

20 jours de grève à Rive-de-Gier

L'usine Brunon-Vallette

[illegible] est situé à Rive-[illegible] Gier qui ne compte pas moins d'une [illegible] grandes villes ouvrières dont Saint-Chamond [illegible] Izieux. La proximité de Givors (15 km) de Saint-[illegible]

[illegible]

L'entreprise B.V., quant à elle, comporte trois [illegible] à oxygène et chassis Panhard, dont ceux de la Dyna en particulier.

Une grève bien préparée... par la direction !

D'abord un mot sur cette direction composée par un triumvirat : Barthélemy Vallette, le représentant de « la famille » est gérant ; M. Olagnier depuis plus d'un an est directeur général ; M. Fauvre est directeur technique. Ces deux derniers ont été imposés par le Conseil d'administra-[illegible] tique, qui paraît-il, était en assez mauvaise pos-[illegible]

[illegible] blement contrôler en tout et pour tout 150 ouvriers. Cela était dû certes aux causes générales relevées pendant ces dernières années dans les industries privées, mais aussi à d'autre causes typiquement [illegible] des militants d'action. Quand il y en eut, elles [illegible] par ailleurs toujours empressée à épurer son personnel des éléments dynamiques.

2) Une direction qui croyait vraiment « que c'était arrivé ».

[illegible]

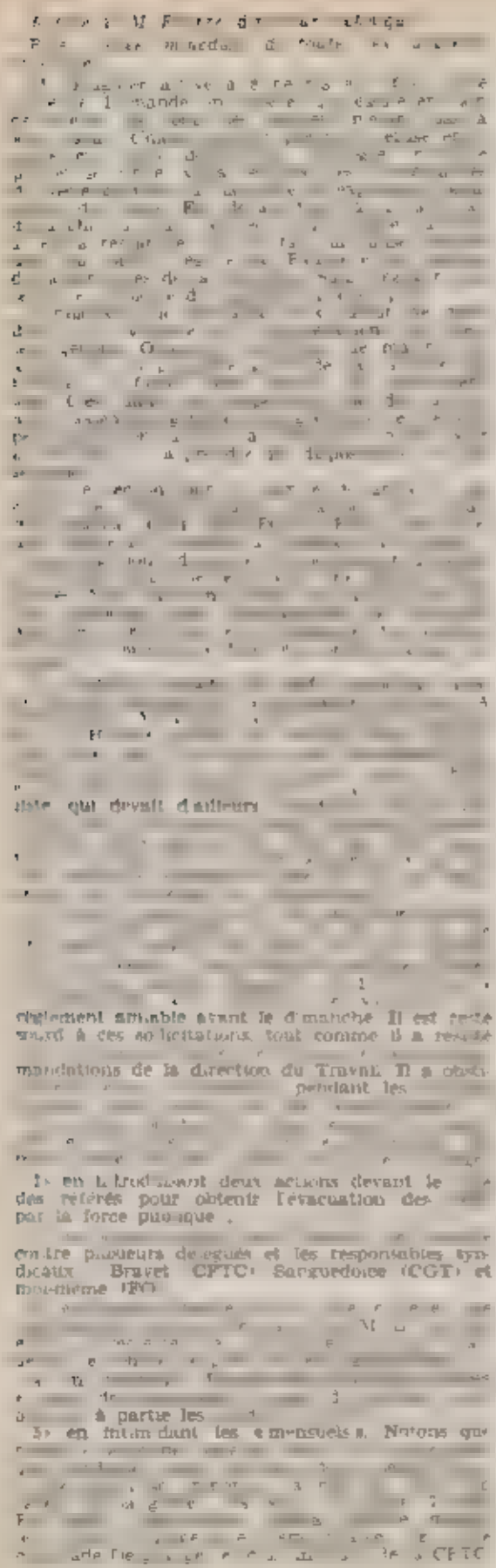
[illegible] minute environ de retard à leur travail, sept ouvriers sont mis à pied en l'espace de deux jours. Un [illegible] que emploie des méthodes de gendarme. » Sur ce simple propos, [illegible] trois jours, les délégués interviennent, renouvellent leurs revendications. En [illegible] avril dans la matinée, un débrayage [illegible]

[illegible]

20 jours de grève et d'occupation

[illegible]

Augmentation des salaires de 15 francs de l'heure.
Indemnité de congés de 5.000 francs



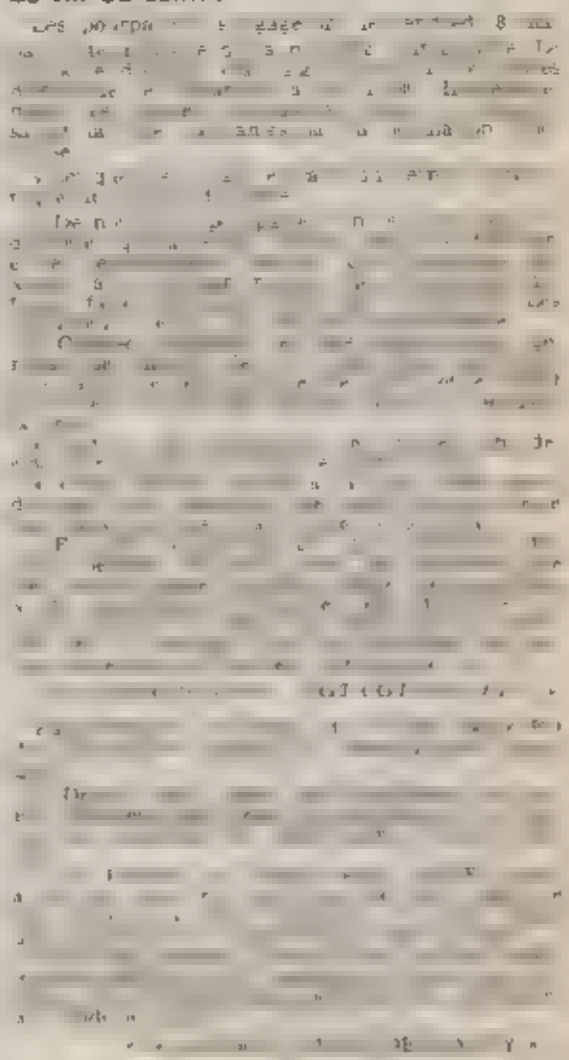
[illegible]

[illegible]

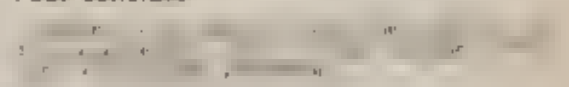
[illegible] qui devait d'ailleurs [illegible]

[illegible]

règlement amiable avant le dimanche. Il est resté sourd à ces sollicitations, tout comme il a résisté [illegible] mandations de la direction du Travail. Il a obsti[illegible] pendant les [illegible]



1) en introduisant deux actions devant le [illegible] des référés pour obtenir l'évacuation des [illegible] par la force publique ;

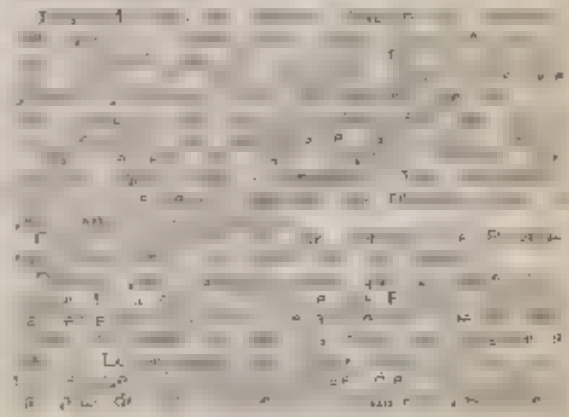


[illegible] contre plusieurs délégués et les responsables syndicaux : Bravet (CFTC), Sanguedolce (CGT) et moi-même (FO).

[illegible] à partir les [illegible]

5) en intimidant les « mensuels ». Notons que [illegible] CFTC [illegible]

[illegible]



La fin du conflit

[illegible]

Pour conclure

[illegible]

Un bilan positif

[illegible]

[illegible] poursuivre encore la [illegible]

[illegible] privée dans la métallurgie en particulier. Ce qui est très regrettabl[illegible]

Il semb[illegible] que le [illegible] a tremble[illegible] en fin a [illegible] conviction [illegible] juin 1936 [illegible] d'avril et [illegible] [illegible]uit la [illegible]rie et [illegible] tracé [illegible] le quel [illegible]umés [illegible]ord. de [illegible]

[illegible] eux com[illegible] des tems et surtout s'inquiétaient quant à leurs [illegible] et possibilités de développement. La prudence manifestée par le préfet de la Loire pour l'évacuation de l'usine B.V. est significative.

Enfin la [illegible]

A propos des actions communes avec la C.G.T.

[illegible] officielles de [illegible] CG[illegible] [illegible] parce que nous avons toujours eu le[illegible] sur terre. Nous avons toujours estimé inévi[illegible] voire même nécessaire [illegible] action en commun sur [illegible] base [illegible] des entreprises du [illegible]

[illegible] et [illegible] unes [illegible] ice po[illegible] [illegible]tion.

[illegible] le [illegible] jour [illegible] B.V. [illegible] F.A.L., [illegible]

avons dans ces entreprises et y perdre nos *effectifs* [illegible]

[illegible] grave [illegible] c'était au départ [illegible] anéantir les chances des b[illegible]

[illegible] sais pas si nous gagnerons des [illegible]rents [illegible] B.V. et à la S.O.F.A.L. *Je l'espère bien car* [illegible]

[illegible] moins gravement les compromettre et le [illegible]

Un mot sur la solidarité

[illegible] C.G.T. [illegible] FO [illegible] B.V. [illegible]

[illegible] On approche [illegible]

[illegible]

leurs les mêmes qui nous ont démontré que cer[illegible]

[illegible]

Antoine LAVAL

Métaux CGT FO. Saint-Chamond

Sous le signe du Front unique élargi

[illegible] dants, etc., pour des [illegible]

Car il faut savoir aussi que parmi cette clientèle électorale hétéroclite on compte chez les [illegible] sans, 3 800 000 bouilleurs de cru, chez les tra[illegible] leurs indépendants et artisans, un nombre respec[illegible] table de transporteurs routiers, enfin, parmi les commerçants, la masse innombrable de bistros dont la clientèle forme aujourd'hui la [illegible] partie de celle du parti frère des bateleurs de la [illegible]

La manœuvre a d'ailleurs réussi puisque, une fois de plus, les tabous de l'alcool et des transports routiers se sont révélés intouchables. Sauront-ils au moins se montrer reconnaissants ?

Les élections de chez Renault

Le 19 mai les ouvriers et les employés de la régie Renault ont procédé à l'élection des délégués du personnel.

[illegible]

F.O. et les Soviets

L'éditorial de *Force Ouvrière* du 21 mai pré[illegible]

[illegible] action commune, tout contact direct ou indirect avec la C.G.T. et ses filiales, lesquelles ne les désirent et ne les recherchent que pour « liquider » les organisations syndicales libres.

[illegible] soviets [illegible] hui, c'e[illegible] er, co[illegible] ne [illegible] que le [illegible] action [illegible] racteur [illegible]

[illegible] y aura quelque chose [illegible] sera pas [illegible] à nous [illegible] pour [illegible]

[illegible] et de 13 [illegible] pas aux mains [illegible] brièvement les [illegible] En dix lignes [illegible]

G. W.

[illegible]

Le denier du Culte

[illegible]

Paris, [illegible] 1951.

Chers camarades

[illegible] ons appris la douloureuse nou-[illegible]

[illegible]

A. [illegible]

[illegible]

PETITES NOTES

Bibliothèque ouvrière

[illegible]

Mais une bibliothèque cela réclame de l'argent et pour son entretien un local et du travail. Le projet ne sera-t-il pas un peu lourd ?

[illegible] heure de mettre son nez dans les bibliothèques de [illegible]

L'unité de l'A.F.L. et du C.I.O.

[illegible]

Acceptation sans réserve du principe du syndicalisme industriel

[illegible]

LIVRES RENUES

PIERRE BIGO. — Marxisme et humanisme. Préface de Marchal. — Presses Universitaires de France. — Bibliothèque de science économique.

[illegible] de conférence ou quelques lignes de « cours ». Ils le faisaient d'autant plus allègrement que, manifestement, ils n'avaient pas lu une ligne de Marx !

[illegible]

[illegible] il est heureux que tous les lecteurs n'entraient [illegible] choses. Certes, M. [illegible] dire qu'il a lu Marx [illegible] philosophie [illegible]

[illegible] tellement original, puisque l'étiquette de métaphysicien était depuis longtemps collée sur Marx par les économistes que lui-même ne s'était pas fait faute de qualifier de « vulgaires ». Mais M. Bigo [illegible] Pirou disait du marxisme : « une doctrine qui commande [illegible] que, chez Marx, la doctrine a commandé, mais [illegible]

[illegible] la dévalorisation de l'homme augmente en raison directe de la valorisation des objets ».

[illegible] manuscrits [illegible] Socialiste :

« Quand le produit du travail n'appartient pas au travailleur, quand ce produit est pour lui une force étrangère, c'est que le produit appartient à un autre homme que l'ouvrier. Quand son activité est une torture, elle doit être la jouissance et la joie vitale d'un autre. Ce ne sont pas les deux, ce n'est pas la nature, c'est l'homme seul qui est capable d'être cette puissance étrangère qui opprime l'homme. »

[illegible]

nouveau. Du moins, c'est ce qu'entend prouver M. Bigo. On ne comprend pas la valeur-travail si on la confronte avec la description des phénomènes, alors qu'elle est « une analyse existentielle d'une situation en développement dialectique ».

Je cite, sans être sûr d'avoir bien compris. D'autant plus que je crois relever une contradiction chez M. Bigo lui-même : page 49, en signalant l'article de A. Lécuyer (1946) qui prétend établir que la loi de la valeur, « considérée par Marx comme spécifique de l'économie bourgeoise », continue de s'appliquer en U.R.S.S. — ainsi que les commentaires favorables de M. Bettelheim — M. Bigo écrit que cela « décidément une infidélité radicale du régime soviétique à la doctrine marxiste ». Mais, page 60, on lit sous sa plume que « dans la société communiste, la loi de la valeur-travail se vérifiera avec une perfection qu'on ne trouve pas encore dans la société capitaliste ».

Ce n'est pas la seule fois — on s'en doute — où l'auteur se réfère à l'U.R.S.S., considérée par lui (comment en serait-il autrement ?) comme une application pratique du marxisme. On lit alors des choses étonnantes comme celles-ci : « Les témoignages qui viennent de Russie ou des démocraties populaires révèlent aussi bien un effort pour libérer l'homme qu'un effort pour produire efficacement » ; ou encore : « la réalité communiste (celle de l'U.R.S.S.) a trahi la rigueur des principes de Marx... sur l'omnipotence de l'Etat ! ! » ; et puis, à titre de bouquet, cette question sérieuse : « Staline est-il un humaniste, préoccupé de sauver l'homme, ou un ingénieur préoccupé de planifier scientifiquement ? » Il n'est pas mauvais de découvrir aussi de telles choses savoureuses au cours d'une lecture difficile et nous aurions mauvaise grâce à en vouloir à M. Bigo.

Où veut-il en venir ? D'abord à ceci : l'humanisme marxiste est limité, trouqué par le matérialisme de Marx. Il n'est pas possible de comprendre l'homme en se limitant au monde sensible. Il faut connaître « les vraies dimensions » de l'homme qui sont transcendantes... On sait de quoi il s'agit. Mais c'est à d'autres titres que les conclusions de M. Bigo nous retiendront : l'économie du marxisme subsiste, dit-il ; entend-il vraiment donner la première place à l'homme, ou bien à l'outil ; production ? Dans cette seconde hypothèse, serait-il autre chose qu'une sorte de capitalisme « supérieur » ? M. Bigo se demande en fin de compte si le marxisme pratique ne serait pas tout simplement « une méthode d'industrialisation » des pays arriérés.

Il constate dans le capitalisme contemporain un courant centralisateur, mais aussi son contraire, et il croit constater le même phénomène dialectique dans les régimes « marxistes » établis. Si bien que se dessinerait déjà une conjonction des deux systèmes.

« **Est-il plus facile, demande l'auteur, d'organiser le bien commun à partir d'une technique d'entreprises privées, ou la liberté individuelle à partir d'une technique d'entreprises publiques ?** » Et il prêche finalement une sorte de doctrine associationniste et communautaire : on y retrouve « le juste prix », le « juste profit », la participation des travailleurs à la plus-value, tout le meilleur saint Thomas d'Aquin...

Nous n'acceptons pas le « juste profit » de M. Bigo, mais, comme lui, nous pensons que des « autonomies » sont nécessaires, les autonomies des groupes de travailleurs libres, mais organisés, contre l'omnipotence de l'Etat. Le problème de la synthèse de l'organisation et de la liberté est posé ; seuls les dialecticiens « à la manque » ne le voient pas. Dans le mouvement ouvrier, ce n'est pas autre chose, au fond, que la synthèse Marx-Proudhon. Pas un mélange, un « salmis », mais une vraie synthèse dialectique des deux méthodes de pensée et d'action. C'est sur elle qu'il faut parier.

La simple constatation que de tels problèmes puissent être soulevés à l'occasion du compte rendu du livre de M. Bigo montre que cet ouvrage est utile, que sa lecture est féconde et stimulante. Ce n'est pas un livre réservé aux « marxologues » ; il sera lu avec profit par les militants qui cherchent à comprendre. Il y en a bien encore quelques-uns.

R. GUILLORE.

La Vie des Cercles

BULLETIN DE ZIMMERWALD

LA REUNION DU DIMANCHE 17 MAI

Le Cercle décide tout d'abord d'adresser à la presse une protestation contre l'arrestation de Mammoudi et son transfert en Tunisie. En voici le texte :

Sur mandat d'un tribunal militaire de Tunis, Mammoudi, président de la Fédération du Néo-Destour en France, est arrêté et aussitôt extradé. Aucun motif valable n'est donné pour justifier cette procédure expéditive.

Pour le gouvernement français et ses représentants en Tunisie, il n'y a pas de légalité qui compte ; il n'y a que les bas moyens d'une politique de force et d'une politique de clan qui n'osent pas dire leur nom. Six mois après l'assassinat de Farhat Hached, ses amis restent déportés mais les assassins sont toujours en liberté. Au lendemain de l'assassinat de Kastally, qui acceptait la comédie des élections organisées par Hauteclocque, ce sont encore des militants du Néo-Destour qui sont arrêtés. Toujours la même tolérance vis-à-vis des clans âpres à défendre leurs privilèges ; mais pour les militants tunisiens, l'emprisonnement et la déportation. Pas de justice : le fait du prince.

Le gouvernement français risque ainsi de compromettre définitivement la réalisation pacifique d'une solution du problème tunisien conforme aux intérêts de tous les peuples. En persévérant dans la voie d'une répression aveugle, il endosse, en fin de compte, la responsabilité de tous les attentats. La tâche des hommes libres est de dénoncer ses crimes.

Aussitôt après, Chambelland nous présente quelques réflexions sur le livre de Rosmer : *Moscou sous Lénine*.

Rosmer, en un style dépouillé de tout artifice littéraire, expose dans son ouvrage ce qu'il a vu à Moscou, avec les yeux du révolutionnaire. De ce fait, comme le dit dans la préface Albert Camus, son point de vue diffère en tous points de celui de l'anticommuniste vulgaire. « L'homme qui adhéra sans réserve à la grande expérience dont il parle dans ce livre, qui sut aussi reconnaître sa perversion, n'a jamais pris prétexte de l'échec pour condamner l'entreprise elle-même. » A la question principale qui est sur toutes les lèvres : « Staline a-t-il continué Lénine ? Le ver était-il dans le fruit et la dégénérescence fatale ? », Rosmer suggère une réponse négative, sans jamais nous l'imposer. C'est dire que si l'on n'accepte pas toutes ses conclusions (Rosmer-Deux nous présente le mois dernier des conclusions différentes), on ne peut pas négliger l'opinion d'un des acteurs et témoins de cette grande époque. Le point central du livre est ce deuxième congrès de l'I.C., qui fut un effort pour regrouper les éléments révolutionnaires de diverses tendances : syndicalistes, anarchistes, socialistes. Cet effort de regroupement qui fut considéré au début avec faveur par des hommes très différents a échoué par suite de l'incompréhension de Zinoviev et de Radek, par suite de la pression des anarchistes russes déjà persécutés sur les anarcho-syndicalistes étrangers. Mais la grande cause de cet échec réside dans l'absence de révolution européenne, dans l'isolement de la Russie. La mort de Lénine, puis l'éviction de Trotsky n'ont fait qu'accélérer une dégénérescence désormais fatale.

L'échange de vues qui suit l'exposé de Chambelland montre l'intérêt que tous les lecteurs trouveront au livre de Rosmer. Des discussions approfondies sur les problèmes de la révolution porteront alors tous leurs fruits.

∴

L'exposé de Raphaël Ryba sur le nationalisme et l'internationalisme en Moyen-Orient (Arabes et Juifs) fut exempt de tout préjugé nationaliste. Ryba eut le mérite assez rare de préconiser une solution pacifique et fédéraliste en Palestine, sans

éluder jamais les problèmes difficiles que causent l'existence voisine d'un jeune Etat nationaliste juif et d'Etats arabes également chauvins et incompréhensifs. Il sut même humaniser et poétiser cet aride conflit d'après-guerre.

Bien que parlant en son nom personnel, il s'efforça d'exposer tout d'abord le point de vue de son organisation : le Bund, groupe antisioniste de fondation et socialiste internationaliste. Le Bund, en effet, considère que l'existence de l'Etat d'Israël ne résout aucunement le problème juif millénaire, problème lié à l'évolution socialiste du monde entier, à ses transformations économiques, à un idéal de justice sociale pour tous, même pour les Arabes. L'Etat d'Israël ne peut absorber tous les juifs de la « diaspora » et ne tend qu'à exacerber les sentiments nationalistes de part et d'autre. Mais il est trop tard pour se lamenter sur la fondation de cette Palestine juive et il faut à tout prix l'intégrer pacifiquement au monde arabe.

Le point le plus douloureux de cette affaire est celui des réfugiés arabes dans les pays voisins d'Israël et c'est sur lui que Ryba fera l'essentiel de son exposé. L'existence de ces centaines de milliers d'Arabes isolés dans des camps et chassés de leur pays ne peut que retarder l'avènement d'une conscience socialiste dans les pays arabes (de multiples autres facteurs, coloniaux ou économiques, aggravent encore cet état retardataire, malgré la grande misère de ces peuples). Il est assez paradoxal de constater que le peuple le plus persécuté du monde, le peuple qui a connu les camps nazis d'extermination, en est réduit à imposer aux Arabes des conditions d'exode presque analogues. Peu importe le nombre d'Arabes qui ont quitté la Palestine : 1 million, disent les Arabes ; moins de 500 000, disent les sionistes. Peu importe que l'exode ait été forcé ou en partie volontaire. L'injustice reste la même pour ceux qui ont dû abandonner leur foyer et leurs terres dans des conditions inhumaines. Il est vrai que nous autres Français, nous voyons aussi d'anciens résistants devenir les bourreaux du peuple vietnamien qui réclame son indépendance nationale ! Mais, dans un cas comme dans l'autre, une telle attitude n'est pas seulement indéfendable sur le plan moral mais absurde sur le plan pratique et « réaliste » : les meilleurs propagandistes de la Ligue Arabe sont les sionistes qui imposent des mesures discriminatoires aux Arabes de Palestine. Rien ne se résout à notre époque sur le plan national étroit, surtout dans un petit pays comme la Palestine ! Les sionistes, qui ont créé là-bas une colonie de peuplement en sont réduits aux arguments des colons français au Maroc : le spectacle de leurs réalisations matérielles, souvent admirables, ne justifie pas le revers d'injustice et d'oppression raciale. Même l'argument de nécessité n'est pas entièrement valable : les juifs pourraient souvent aller ailleurs qu'en « Terre sainte », si une propagande sioniste effrénée ne les avait pratiquement forcés à adopter cette solution, qui n'en est pas une.

La seule solution acceptable, c'est le retour des réfugiés arabes, après entente préalable avec les voisins d'Israël et instauration d'un Etat fédéral en Palestine. Peu de sionistes s'en rendent compte, malheureusement. Et tout cela risque de créer un nouveau foyer d'incendie à la moindre occasion, tout cela est exploité par tous les impérialistes qui s'intéressent au Moyen-Orient et à son pétrole : les nationalistes arabes ne sont pas les seuls responsables.

RÉUNION DU DIMANCHE 7 JUIN

Les membres du Cercle Zimmerwald se réuniront le dimanche 7 juin à 15 heures, 78, rue de l'Université, Paris 7e (metro Solférino).

Deux sujets seront traités. Le camarade Sal Tas, journaliste, qui revient d'Afrique, parlera de :

— La situation en Afrique du Sud sous le régime Malan ;

— L'insurrection Mau-Mau au Kenya.

Jacques Maurice des *Cahiers Socialistes de Belgique* fera un exposé sur Le Sarre et le problème de l'union européenne.

Une libre discussion suivra comme d'ordinaire.

Nos camarades sont priés d'amener, sous leur responsabilité, leurs amis que l'activité du Cercle Zimmerwald intéresse.

ENTRE NOUS

L'actualité de l'histoire

Nous en tire paraît, imprimé désormais, le bulletin de l'Institut français d'histoire sociale. Les lecteurs de la **R.P.** connaissent l'œuvre de cet institut que son directeur, notre ami Maitron, leur a présentée (*R.P.* juin 52).

Au sommaire, un éditorial de Dolléans, une très intéressante étude sur les sociétés fondatrices d'écoles primaires libres laïques et gratuites (1871-1881) par A. Découcrt, une note sur Juin 36 par P. Rondel.

Le numéro s'achève sur le rapport présenté par Maitron à la quatrième assemblée de l'Institut. On y appréciera sa chaleureuse conviction grâce à laquelle l'œuvre continue malgré le soutien trop faible des trop faibles organisations syndicales. Aussi ne saurait-on trop recommander à tous les militants ayant compris l'intérêt désormais et en fin de compte révolutionnaire de l'histoire sociale, d'entrer en relation avec l'Institut et de lui apporter leur soutien matériel et moral. S'adresser à J. Maitron, 117 bis, rue Armand-Silvestre, Courbevoie, Seine.

« Après l'boulot »

Des camarades qui lancent un cahier mensuel de littérature ouvrière portant ce titre nous ont demandé d'encarter le premier numéro dans la **R.P.** Nous sommes heureux de permettre ainsi à nos lecteurs de prendre connaissance de cette initiative.

Bonne chance « Après l'boulot » !

Attention aux recouvrements

Les camarades en retard pour le renouvellement de leurs abonnements sont avisés qu'ils vont recevoir, durant le mois de juin, une carte-remboursement.

Ils peuvent encore éviter les frais supplémentaires, qu'entraîne ce mode de paiement, en envoyant aussitôt leur virement au compte postal de la **R.P.**

La caisse n'est pas en trop mauvais état, en apparence ; mais il y a les mois d'été où les rentrées sont minimes et en septembre, il faut repartir.

Aussi demandons-nous à tous nos amis de faire l'effort dont la **R.P.** a besoin.

Remettez-le dès l'échéance. N'attendez pas l'envoi de la première lettre de rappel (coût : 15 fr.). N'attendez pas l'envoi de la carte-remboursement (qui coûte plus de 60 francs).

Vous pensez aux congés ? Bien sûr. Si vous voyagez, parlez de la **R.P.** aux amis que vous rencontrerez. Donnez-nous des adresses d'abonnés possibles.

Si vous prenez le train, notez que Mayer en a augmenté le tarif et que la **R.P.**, elle, n'a pas augmenté le sien.

Quelques remarques

Vasseur (S.-et-O.). — « Je me permets de vous féliciter très vivement pour l'excellente tenue de la **R.P.**, et particulièrement pour son objectivité et son indépendance. »

Besse (Alpes-Maritimes). — « Félicitations pour votre courage. Dommage que quantité de copains comprennent si peu l'importance de la **R.P.** »

Réponse à un camarade. — Oui, Correspondant Nairos, nous avons reçu votre lettre. Nous lui donnerons suite.

Le gérant : J.-P. FINIDORI

Imp. « Editions Polyglottes »
202, rue de Charenton, Paris-12e

LES FAITS DU MOIS

DIMANCHE 3 MAI. — Elections municipales en Tunisie. Très faible participation électorale. A Tunis, 46 % d'électeurs européens, 8,83 % d'électeurs tunisiens.

LUNDI 4 MAI. — La grève des officiers de la marine marchande, menée par la C.G.T. et la C.F.T.C. se poursuit dans tous les ports.

La grève se poursuit dans l'atelier de soldure des usines Renault.

MARDI 5 MAI. — Grève des bouchers suivie d'un lock-out général dans l'alimentation à Stockholm (Suède).

Elections municipales en Grande-Bretagne : avance travailliste.

MERCREDI 6 MAI. — Fermeture des ateliers de Billancourt de la régie Renault.

Le général de Gaulle rend leur liberté aux parlementaires gaullistes.

Menace accentuée du Vietminh sur Pakxane et Vientiane.

JEUDI 7 MAI. — Repli des forces vietminh au Laos.

A Pam-Mun-Jom (Corée) les Sino-Coréens acceptent que les prisonniers de guerre ne soient pas transportés dans un état neutre.

Réunion de l'Assemblée du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

LUNDI 11 MAI. — Dévaluation de la piastre indochinoise. Proclamation du Viet-Nam.

MARDI 12 MAI. — Grève de 24 heures des Transports parisiens, organisée par la C.G.T.

Grand discours de Winston Churchill sur la situation internationale aux Communes britanniques.

MERCREDI 13 MAI. — Les usines Renault reprennent une activité normale.

JEUDI 14 MAI. — Grève de 24 heures dans les grands hôtels parisiens.

SAMEDI 16 MAI. — Violente attaque vietminh au sud du delta tonkinois.

Comité Confédéral National de la C.G.T.-F.O.

DIMANCHE 17 MAI. — Discours du maréchal Tito à Belgrade exprimant des réserves sur la conférence des grands.

Elections au conseil général de la Seine.

MARDI 19 MAI. — Nouvelle grève de 24 heures de la R.A.T.P.

Elections dans le Nigeria britannique.

MERCREDI 20 MAI. — Grève de 24 heures dans le Gaz et l'Electricité.

Nouvelle pression du Viet-minh dans la cuillère du delta.

Procès de l'affaire de Mokaine devant le tribunal militaire de Tunis.

Nouvelles conventions franco-sarroises.

JEUDI 21 MAI. — Une rencontre des Trois : U.S.A., Grande-Bretagne et France, est prévue aux Bermudes, pour le fin du mois de juin.

Le gouvernement René Mayer est renversé par 328 voix contre 244 et 37 abstentions.

SAMEDI 23 MAI. — Ouverture du congrès de la C.F.T.C.

DIMANCHE 24 MAI. — Verdict dans le procès de Mokaine à Tunis : 9 condamnations à mort.

Le danger de paix

Pas mal de gens prévoient que l'instauration de la paix provoquerait dans le monde une crise économique formidable.

Jacob Potofsky, le président du syndicat C.I.O. du vêtement, qui est aussi le président du Comité des affaires internationales du C.I.O. leur a fait une réponse qui vaut pour l'Amérique et pour ailleurs :

Ceux qui sont d'accord avec les communistes pour penser que la paix entraînera la crise économique sont des prophètes de malheur et se sont laissés prendre aux arguments de la propagande soviétique.

Les besoins des consommateurs sont encore si élevés aux Etats-Unis, si on leur accorde un pouvoir d'achat suffisant, qu'ils forment la première ligne de défense contre tout déséquilibre de l'économie américaine que pourrait entraîner la conversion d'une économie de guerre froide à une économie de paix.

D'où vient l'argent ?

SITUATION DU 26 AVRIL AU 25 MAI 1953

RECETTES		
Abonnements :		
Ordinaires	33.580	
Soutien	29.900	63.480
Vente « R. P. »		3.260
Souscription « R. P. »		2.818
Divers : librairie		3.300
		73.958
En caisse au 26 avril		160.158
		234.113
DEPENSES		
Impression « R. P. » mai		79.320
Papier		15.656
Routage, expédition, timbrage		4.928
Téléphone		3.565
Frais généraux		185
Divers		10.080
		114.134
En caisse :		
Espèces	4.960	
Chèques postaux	115.119	119.979
		234.113

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Wanckel (Congo) 3.000 ; Berlot (Seine) 1.000 ; Jeunes (Côte d'Or) 1.000 ; Vasseur (Seine-et-Oise) 1.400 ; Péral (Aisne) 1.000 ; Jourrebonne (Seine-et-Oise) 1.500 ; Lebeau (Paris) 1.500 ; Segaz (Paris) 1.000 ; Gauffret (Alpes-Maritimes) 1.000 ; Perperod (Suisse) 1.500 ; Gilberton (Loire) 1.000 ; Vernet (Ardèche) 1.000 ; Tronchet (Suisse) 1.000 ; Delaunay (Paris) 1.000 ; Beaune (Côte d'Or) 1.000 ; Mesn (Pas-de-Calais) 1.000 ; Chartrain (Côte d'Or) 1.000 ; Dufour (Paris) 1.000 ; Livet (Paris) 1.000 ; Marie (Seine) 1.000 ; Rosmer (Seine-et-Oise) 1.000 ; Venot (Paris) 1.000 ; Espinasse (Haute-Garonne) 1.000 ; Authelin (Haute-Loire) 1.500 ; Martha Pilhoret (Paris) 1.000. — Total : 29.900 francs.

LA SOUSCRIPTION

Chaillou (M.-et-L.) 50 ; Péry (L.-et-C.) 100 ; Jutier (Allier) 50 ; Drocourt (Aisne) 15 ; Chauzon (Ardèche) 500 ; Martin (Ardèche) 300 ; Caubel (Loiret) 300 ; Rettendroffer (Seine) 300 ; Dubois (Seine-et-Marne) 300 ; Jacquet (Rhône) 700 ; Tourne (Loire) 300 ; Besse (Alpes-Maritimes) 100. — Total : 2.815 francs.

MOUVEMENT DES ABONNES

Situation au 26-4-53	1.314
Abonnements nouveaux	9
	1.323
Désabonnements	7
Situation au 25-5-53	1.316

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris 3 ; Seine-et-Oise 1 ; Aisne 1 ; Oise 1 ; Rhône 2 ; Suisse 1.

Tous les lecteurs de la « R.P. » voudront lire

MOSCOU SOUS LENINE

par A. ROSMER

(Editions P. Horay).

Nous nous ferons un plaisir de leur envoyer le livre franco de port à domicile contre versement de 800 francs au CCP de la Révolution Prolétarienne — PARIS 734-99.

LIVRES NEUFS D'OCCASION

Documents d'Histoire Sociale

TROTSKI. — **Staline.** La vie et le rôle de Staline vus par Trotski. — XIV - 624 pages avec 4 planches en héliogravure. (Marqué en 1948 : 540 francs).

LENINE. — **Morceaux choisis.** Importante introduction de Jean Freville. — Collection « Les Classiques de la Liberté ». Vol. cartonné toile; 168 pages. (Valeur : 225 francs).

Alexandre ZEVAES. — **Jean Jaurès.** Biographie et Bibliographie complètes du grand tribun. — Edité en 1951, 336 pages. (Valeur : 300 francs).

Victor ALBA. — **Histoire des Républiques espagnoles.** Traduit par Louis Parrot. Epilogue de Mario Aguilar (La vie espagnole des dernières quatre-vingts années apparaît comme une lutte — consciente pour certains, spontanée dans la masse — d'un pays qui se débat sous le poids de mille survivances féodales et qui s'efforce d'entrer dans l'ère du machinisme, du capitalisme industriel et du socialisme libéral). — Edité en 1948, 460 pages. (Valeur : 400 francs).

Marcel BRAIBANT. — **Les Paysans d'aujourd'hui.** Anthologie d'auteurs contemporains (La vie du paysan moderne, ses conditions matérielles, son grand et noble labeur, à travers les œuvres des écrivains paysans, les écrits des instituteurs de campagne, des économistes et des sociologues). — Mercure de France, 1940, 242 pages. (Valeur : 250 francs).

Martin NADAUD. — **Mémoires de Léonard, ancien garçon maçon.** Préface de Jean Follain. Introduction de Georges Duveau. — 288 pages. (Marqué en 1948 : 280 francs).

Jules COTTE. — **Un ingénieur français en U.R.S.S.** Les conditions de vie en Russie par un technicien. — 352 pages. (Marqué : 200 francs).

Pierre HUBAC (Prix des Bouquinistes 1953). — **Les Nomades.** Vaste panorama du monde du grand nomadisme et de l'importance des grandes migrations pour l'historien. — 292 pages avec 16 planches hors-texte. (Marqué en 1948 : 420 francs).

8 Volumes d'une valeur minimum de 2.600 francs pour **1.200 francs** (Franco de port)

Adresser commandes et fonds à :

Ferdinand TEULE, 1bis, rue Eugène-Gibez, Paris-XVe — C.C.P. 6003-86 Paris

LA DOCUMENTATION ECONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie
198, AVENUE DU MAINE PARIS-XIVe
C. C. P. 5450.00 Paris — SUP. 90-71

Francs

Fouchet Max Pol : Les peuples nus 630
(Un ouvrage qui est non seulement un récit de voyage en Afrique et à Madagascar, un essai sur les coutumes et les mœurs des indigènes, mais une œuvre qui se distingue par la tenue littéraire des « reportages » que l'on nous sert sur ces sujets. Depuis le Voyage au Congo de Gide, on n'avait rien lu de cette qualité).

Guglielmi et **Perrot** : Salaires et revendications sociales en France (1944-1952) .. 1.000

L'année politique 1952 ..... 1.800
(Revue chronologique des principaux faits politiques, diplomatiques, économiques et sociaux).

Bourgin Georges : La Commune 150
(Collection Que Sais-je).

Bazin Hervé : Humeurs 270
(Dans ces textes qui vont du poème au pamphlet en passant par la chanson, se retrouvent les dons du style de l'auteur de Vipère au poing).

Arnaud Georges : Les oreilles sur le dos : 510
(De même que le « Salaire de la peur », ce roman se déroule également en Amérique du Sud. Les acteurs en sont une bande de « Tropical Tramps » dont les occupations les plus innocentes sont de fomenter des révolutions).

Dubreuil Hyacinthe : Le travail et la civilisation 660
(Esquisse de l'histoire et de la civilisation du travail).

PASSEZ VOS COMMANDES EN VOUS RECOMMANDANT
DE « LA REVOLUTION PROLETARIENNE »